

# **DOCUMENT TECHNIQUE**

Financement axé sur  
les besoins des élèves

2000-2001

**Mars 2000**

**Ministère de l'Éducation**

---

## Table des matières

INTRODUCTION .....	1
OBJECTIF .....	1
CHANGEMENTS POUR 2000-2001 .....	1
RENSEIGNEMENTS .....	7
 MODÈLE DE FINANCEMENT AXÉ SUR LES BESOINS DES ÉLÈVES .....	8
SUBVENTION DE BASE .....	9
Calculs relatifs aux titulaires de classe et au temps de préparation ...	11
DESCRIPTION DES COMPOSANTES .....	12
 SUBVENTIONS À DES FINS PARTICULIÈRES .....	14
1. ÉDUCATION DE L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ .....	15
AGED .....	15
AAS .....	16
2. ENSEIGNEMENT DES LANGUES .....	18
FRANÇAIS, LANGUE PREMIÈRE .....	18
FRANÇAIS, LANGUE SECONDE .....	18
LANGUES AUTOCHTONES .....	20
COURS DE LANGUE (ESL/ELD ET ALF/PDF) .....	20
Cours de langue en anglais - ESL/ELD .....	21
Cours de langue en français - ALF/PDF .....	22
ALF (Actualisation linguistique en français) .....	22
PDF (Perfectionnement du français) .....	23
3. SUBVENTION POUR RAISONS D'ORDRE GÉOGRAPHIQUE ET SUBVENTION AUX ADMINISTRATIONS SCOLAIRES .....	25
PETITES ÉCOLES .....	25
Calcul détaillé de la subvention aux petites écoles - Élémentaire .....	26
Calcul détaillé de la subvention aux petites écoles - Secondaire .....	27
Composante de la subvention aux petites écoles pour les directrices et directeurs d'école .....	28
Conseils scolaires ruraux et éloignés .....	29
Financement des administrations scolaires .....	31
4. SUBVENTION POUR PROGRAMMES D'AIDE À L'APPRENTISSAGE ..	32
Facteurs démographiques .....	32
Formation de base en lecture et en calcul .....	34
5. SUBVENTION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES ET LA FORMATION CONTINUE ET LES PROGRAMMES DE COURS D'ÉTÉ .....	36
 6. SUBVENTION POUR LA RÉMUNÉRATION DES ENSEIGNANTES	

ET DES ENSEIGNANTS .....	37
Qualifications et expérience des enseignantes et des enseignants ...	37
Aide spéciale au titre de la charge moyenne de crédits par élève ....	39
 7. SUBVENTION POUR L'APPRENTISSAGE DURANT LES PREMIÈRES ANNÉES D'ÉTUDES .....	 40
 8. SUBVENTION POUR LE TRANSPORT DES ÉLÈVES .....	 42
Subvention excluant le transport des élèves des écoles provinciales ..	42
Subvention pour le transport des élèves des écoles provinciales ....	42
 9. SUBVENTION POUR L'ADMINISTRATION ET LA GESTION DES CONSEILS SCOLAIRES .....	 43
Conseillères et conseillers scolaires .....	43
Directrices et directeurs de l'éducation; agentes et agents de supervision .....	43
Frais d'administration des conseils .....	45
 SUBVENTIONS POUR LES INSTALLATIONS DESTINÉES AUX ÉLÈVES .....	 46
Effectif .....	47
Repères .....	47
Facteur de redressement géographique .....	48
Facteur de superficie supplémentaire .....	48
Subvention complémentaire pour refléter un rajustement de 20 pour 100 des niveaux de capacité .....	49
Transfert d'écoles entre les conseils scolaires .....	49
Plafond de 20 millions de dollars .....	50
Engagements d'immobilisations non réalisés .....	50
Service de la dette .....	50
 INSTAURATION PROGRESSIVE DU FINANCEMENT AXÉ SUR LES BESOINS DES ÉLÈVES .....	 52
 EFFECTIF .....	 55
 DROITS DE SCOLARITÉ .....	 56
 PRODUCTION DE RAPPORTS ET RESPONSABILITÉS .....	 56
 RÉPARTITION DES RESSOURCES .....	 57
 SUBVENTIONS POUR 2000-2001 .....	 59

# INTRODUCTION

## OBJECTIF

Le présent document expose en détail les formules utilisées pour le calcul des subventions ainsi que les autres critères associés au modèle de financement axé sur les besoins des élèves pour 2000-2001. Il a pour but de fournir aux groupes intéressés à l'éducation un aperçu des formules utilisées par les conseils scolaires pour calculer leur affectation pour l'année scolaire 2000-2001 en vue de préparer leur budget et leurs états financiers.

Les formules de calcul des subventions énoncées dans le présent document sont indiquées dans le règlement sur les subventions générales axées sur les besoins des élèves pour 2000-2001, le règlement sur le calcul de l'effectif quotidien moyen pour 2000-2001 et le règlement sur le calcul des droits exigibles à l'égard des élèves pour 2000-2001.

## CHANGEMENTS POUR 2000-2001

Un sommaire des changements par rapport au modèle de financement axé sur les besoins des élèves de 1999-2000 est fourni ci-dessous, les explications détaillées étant fournies dans les sections pertinentes du document.

### **Améliorations pour faire face à l'augmentation des coûts et appuyer la négociation de conventions collectives responsables**

La subvention de base et la plupart des subventions à des fins particulières ont été améliorées pour tenir compte de l'augmentation des coûts. Les repères pour les salaires et avantages sociaux du personnel enseignant et de la plupart des catégories de personnel non enseignant ont été augmentés de 1,95 %.

L'un des principaux objectifs de ces améliorations est d'aider les conseils à parvenir à des conventions collectives responsables. Les conseils jouissent d'une grande latitude quant à la façon dont ils peuvent utiliser ces améliorations. Les redressements tiennent compte des repères établis pour les coûts moyens. Les coûts réels des conseils au chapitre des salaires et avantages sociaux peuvent s'écarter de ces repères, pourvu que les conseils gèrent leurs dépenses en conformité avec les enveloppes définies et les autres exigences de la *Loi sur l'éducation* et des règlements concernant la responsabilité fiscale.

Il importe de noter que la plus grande part de cette nouvelle affectation constitue une amélioration du financement destiné à l'enseignement en classe. L'augmentation des diverses subventions touche également l'affectation des subventions aux catégories de dépenses, de sorte que la répartition subvention par subvention entre le financement des activités en classe et des activités en dehors des classes a également été redressée.



## **Éducation de l'enfance en difficulté**

L'allocation générale par élève en difficulté (AGED) reste au niveau établi pour 1999-2000. L'augmentation de 30 millions de dollars accordée en 1999-2000 était une mesure de transition pour aider les conseils à répondre aux besoins des nouveaux élèves, puisque l'allocation d'aide spécialisée (AAS) avait été stabilisée pour permettre un examen des critères d'admissibilité révisés de l'AAS. Le niveau de l'AGED ainsi amélioré se poursuivra en 2000-2001 et les années subséquentes.

La composante AGED de la subvention a également été améliorée pour tenir compte de l'augmentation du repère établi pour les salaires et les avantages sociaux et de l'intégration des fonctions d'enseignant-guide au palier secondaire. Les augmentations des montants de l'AAS attribuables aux salaires et avantages sociaux du personnel sont aussi comprises dans la composante AGED de l'affectation (plutôt que de redresser les montants par élève pour l'AAS), afin de donner aux conseils une plus grande souplesse à l'intérieur de l'enveloppe destinée à l'éducation de l'enfance en difficulté.

En 2000-2001, les fonds de l'AGED seront de 376 \$ par élève au palier élémentaire et de 243 \$ par élève au palier secondaire.

Les conseils scolaires doivent présenter leurs demandes d'AAS pour 2000-2001 selon les critères d'admissibilité mis à l'essai en 1999-2000. Si les demandes admissibles d'un conseil justifient une AAS supérieure à celle de 1999-2000 (après déduction des redressements relatifs à la transférabilité), son AAS augmentera pour correspondre au nombre de cas d'élèves admissibles ayant des besoins exceptionnels.

En 2000-2001, si les demandes admissibles d'un conseil justifient une AAS inférieure à celle de 1999-2000 (après déduction des redressements relatifs à la transférabilité), son AAS pour 2000-2001 restera au niveau de 1999-2000 (après déduction des redressements relatifs à la transférabilité). Il s'agit d'une mesure de transition accordée pour une seule année, dans le but de permettre aux conseils de prévoir pour les années à venir des plans de soutien à l'éducation de l'enfance en difficulté dans les limites des fonds disponibles.

Les critères d'admissibilité relatifs à la composante pour cas spéciaux ont été assouplis, en effet, il n'est plus nécessaire qu'un élève soit admissible à une AAS de niveau 3 pour être admissible à la composante pour cas spéciaux.

## **Anglais, langue seconde (ESL)**

La subvention par élève pour les élèves qui sont récemment arrivés au pays passe de 2 235 \$ à 2 672 \$. Échelonnée sur trois ans, la subvention par élève s'appliquant aux élèves admissibles sera de 5 077 \$.

L'affectation, qui est répartie selon les données statistiques sur la population d'enfants qui ne parlent ni l'anglais ni le français à la maison, a été augmentée et passe de 18 millions de dollars à 21 millions de dollars.

### **Français, langue première**

La subvention pour les programmes de français, langue première, a été augmentée de 10 millions de dollars pour aider les conseils de langue française à surmonter les difficultés inhérentes à l'éducation en langue française dans un milieu à prédominance anglophone.

### **Enseignement des langues (Perfectionnement du français)**

Les conseils de langue française bénéficieront d'une augmentation de la subvention par élève pour le perfectionnement du français équivalant à l'augmentation de la subvention par élève pour l'anglais, langue seconde (ESL), soit de 2 235 \$ à 2 672 \$ par élève.

### **Investissements dans les directions d'école**

Le ministère améliore le financement accordé pour les directions d'école aux conseils ayant une proportion élevée de petites écoles. La subvention pour raisons d'ordre géographique et subvention aux administrations scolaires comprendra une nouvelle composante qui fournira une somme additionnelle estimée à 10 millions de dollars. Les conseils qui recevront cette nouvelle affectation seront libres de l'utiliser soit pour augmenter le nombre de directrices et directeurs d'école ou pour augmenter la proportion de temps que les directrices et directeurs à temps partiel consacrent à leurs fonctions de direction.

Cette affectation s'ajoute aux sommes déjà prévues pour les directrices et directeurs d'école dans la subvention de base et la subvention aux petites écoles.

### **Programmes de formation de base en langue et en calcul dans le cadre de la subvention pour les programmes d'aide à l'apprentissage**

En mars 1999, le ministère a instauré le financement des programmes d'été pour la 8<sup>e</sup> année, afin de fournir un soutien supplémentaire aux élèves qui risquaient de ne pouvoir satisfaire aux normes du nouveau curriculum. Cet été, et l'été suivant, le gouvernement élargira de façon considérable la portée des programmes d'appui offerts aux élèves pour les aider à satisfaire aux nouvelles exigences en matière de langue et de calcul.

Cette affectation constituera une nouvelle composante de la subvention pour les programmes d'aide à l'apprentissage.

L'affectation servira à des programmes visant à améliorer les habiletés de lecture, d'écriture et de calcul des élèves qui risquent de ne pas satisfaire aux exigences du nouveau curriculum et du test de compétences linguistiques de 10<sup>e</sup> année. Les cours d'été de 8<sup>e</sup> année se poursuivront. Des fonds seront affectés pour les programmes d'été et pour les programmes dispensés avant et après les heures de classe au cours de l'année scolaire pour les élèves de 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> année. Des fonds seront également offerts pour des programmes destinés aux parents d'élèves à risque, afin de les aider à appuyer un meilleur apprentissage à la maison, en lecture, en écriture et en calcul.

Tous ces programmes seront financés au taux applicable à la formation continue et aux programmes d'été. La subvention pour le transport des élèves participant aux programmes d'été de formation de base en langue et en calcul a également été augmentée. L'affectation totale sera fonction de la mesure dans laquelle les conseils dispensent ces nouveaux programmes. Le ministère estime que ces nouveaux programmes devraient élever les affectations aux conseils scolaires de 25 millions de dollars en 2000-2001.

Les subventions pour le fonctionnement et la réfection des écoles seront fournies pour les élèves de la 7<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année qui suivent des cours d'été, dans le cadre de la subvention pour les installations destinées aux élèves.

Les dispositions relatives à l'instauration progressive du modèle de financement s'appliquent également à cette composante en 2000-2001.

Les programmes élargis de formation de base en langue et en calcul seront aussi financés au cours de l'été 2000, au moyen de modifications apportées aux règlements de 1999-2000 (les cours d'été pour la 8<sup>e</sup> année continueront d'être financés). Pour l'année scolaire 1999-2000, ces programmes seront financés à l'extérieur des dispositions d'instauration progressive.

### **Formation continue et programmes d'été - cours de liaison et de transition**

Les règlements ont été modifiés pour améliorer le financement fourni pour les programmes et les cours qui appuient le transfert des élèves entre les cours théoriques et appliqués, ainsi que pour les cours donnant droit à des crédits partiels (tel que le prévoient le programme d'études et les exigences pour l'obtention du diplôme d'études secondaires).

Une modification a également été apportée aux règlements relatifs aux subventions pour 1999-2000 et au règlement sur le calcul de l'EQM pour permettre le financement de ces cours durant l'été 2000.

## **Programmes combinés de maternelle et de jardin d'enfants**

Au cours de l'année scolaire 2000-2001, les conseils scolaires seront libres d'offrir des programmes combinés de maternelle et de jardin d'enfants de la façon qui répond le mieux aux besoins de leurs élèves. Les conseils pourront utiliser un programme-cadre modifié de maternelle et de jardin d'enfants qui prévoit une moyenne de 600 minutes d'enseignement à la maternelle et de 900 minutes d'enseignement au jardin d'enfants par période de cinq jours de classe (offerts, par exemple, selon un cycle hebdomadaire de 2 jours de maternelle et de 3 jours de jardin d'enfants). Aux fins de la subvention pour l'apprentissage durant les premières années d'études, les élèves des programmes combinés de maternelle et de jardin d'enfants compteront comme des élèves à mi-temps.

## **Administration des petits conseils scolaires**

L'amélioration du niveau de financement minimum pour l'administration des petits conseils scolaires instaurée l'an dernier sera encore augmentée cette année. La subvention améliorée comprendra une base fixe plus importante et une allocation par élève moins élevée. Une telle mesure entraînera une augmentation de l'affectation pour les petits conseils qui se chiffrera à 4,5 millions de dollars en 2000-2001.

## **Frais relatifs à l'élection des conseillers et conseillères scolaires dans les territoires non érigés en municipalités**

L'élection des conseillers et conseillères scolaires aura lieu en novembre 2000. Dans la plupart des localités de la province, la *Loi sur les élections municipales* oblige la municipalité à organiser l'élection des membres des conseils scolaires dans le cadre du processus des élections municipales et à en assumer les frais. Pour les territoires non érigés en municipalités qui font partie d'un conseil scolaire (comme on en voit dans le Nord et les régions éloignées de la province), la *Loi sur les élections municipales* exige que les conseils scolaires assument les frais des élections. Le ministère assumera les frais réels de l'élection dans un territoire non érigé en municipalité en permettant aux conseils scolaires de déduire ces dépenses des recettes tirées de l'impôt foncier. Les conseils auront la latitude voulue pour se joindre à d'autres conseils ou à des municipalités adjacentes afin de tenir les élections de manière efficiente.

## **Financement du programme des enseignants-guides**

Le gouvernement reconnaît que le programme des enseignants-guides, récemment mis en oeuvre dans le cadre de la réforme des écoles secondaires, a un effet sur la charge de travail du personnel enseignant. Par conséquent, il a adopté un nouveau règlement relatif au temps d'enseignement pour que les fonctions d'enseignant-guide soient prises en compte dans le temps d'enseignement. La subvention de base et les autres subventions ont également été redressées pour reconnaître une moyenne hebdomadaire d'un peu plus de 30 minutes de temps d'enseignement dans le calcul de la charge de travail du personnel enseignant.



## **Financement stable garanti**

La subvention ponctuelle qui visait à garantir que les recettes de fonctionnement de 1999-2000 soient égales ou supérieures à celles de 1998-1999 est éliminée dans les règlements de 2000-2001.

## **Redressement dû à l'instauration progressive du modèle de financement**

Les dispositions limitant l'augmentation des recettes de fonctionnement à un maximum de 4 % par année (aussi appelé redressement négatif) sont éliminées. Tous les conseils recevront le financement maximal auquel ils ont droit dans le cadre de la subvention de base et des subventions à des fins particulières.

## **Subventions pour les installations destinées aux élèves**

Le financement accordé pour les nouvelles places tiendra compte de l'examen effectué par le ministère relativement aux salles de classe préfabriquées et aux contrats de location. Les changements découlant de cet examen figurent dans la capacité attribuée à chaque conseil et n'exige pas de modification du règlement.

Le règlement comprend des dispositions prévoyant l'élimination du plafond de 20 millions de dollars imposé à l'affectation pour les nouvelles places si un conseil peut démontrer qu'il a commencé les travaux de construction pour des projets d'au moins 200 millions de dollars depuis la mise en oeuvre du modèle de financement axé sur les besoins des élèves, en se servant du volet du rapport sur les nouvelles installations scolaires du cadre de responsabilité de la subvention pour les installations destinées aux élèves.

## **Réinvestissement dans le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (RREMO)**

La plupart des membres du personnel non enseignant des conseils scolaires sont membres du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (RREMO). En raison des surplus accumulés dans le RREMO, les conseils scolaires (tout comme les autres employeurs) ne seront pas tenus de verser des cotisations de retraite pour les employés membres du RREMO au cours de l'année scolaire 2000-2001. Par conséquent, les conseils auront moins de dépenses au chapitre des avantages sociaux des employés qu'ils n'auraient normalement.

Les repères établis pour les salaires et avantages sociaux dans tout le modèle de financement axé sur les besoins des élèves tiennent compte des dépenses engagées par les conseils pour verser les cotisations à la caisse de retraite de ces employés.

Le gouvernement a décidé de réinvestir les épargnes découlant de l'exonération temporaire des cotisations de l'employeur au RREMO dans les améliorations décrites ci-dessus. Dans les formulaires de prévisions budgétaires qui seront publiés bientôt, le

ministère demandera aux conseils des renseignements pour préciser le montant des épargnes découlant de l'exonération temporaire des cotisations au RREMO. Le ministère recouvrera ces épargnes au moyen d'une réduction des affectations accordées à chaque conseil dans le cadre du financement axé sur les besoins des élèves et les réinvestira dans les améliorations décrites ci-dessus. Cette méthode de recouvrement des épargnes signifie que les repères établis pour les salaires et les avantages sociaux des employés membres du RREMO ne seront pas réduits.

## **RENSEIGNEMENTS**

Si vous avez des questions sur le contenu du présent document, veuillez communiquer avec l'agente ou l'agent des finances de votre bureau de district, ou bien avec les services suivants du ministère de l'Éducation :

Direction du financement de l'éducation	(416) 325-2830
Direction des services opérationnels	(416) 325-4242
Direction des paiements de transfert et des rapports financiers	(416) 325-2038



## **MODÈLE DE FINANCEMENT AXÉ SUR LES BESOINS DES ÉLÈVES**

Le modèle de financement axé sur les besoins des élèves comprend la subvention de base, neuf subventions à des fins particulières et la subvention pour les installations destinées aux élèves. Elles sont résumées ci-dessous :

### **SUBVENTION DE BASE**

Titulaire de classe  
Aide-enseignantes et aides-enseignants  
Manuels scolaires et matériel didactique  
Fournitures de classe  
Ordinateurs de classe  
Services de bibliothèque et d'orientation  
Services de soutien professionnel et paraprofessionnel  
Temps de préparation  
Administration au niveau de l'école  
Conseillères ou conseillers pédagogiques

### **SUBVENTIONS À DES FINS PARTICULIÈRES**

1. Éducation de l'enfance en difficulté
2. Enseignement des langues
3. Raisons d'ordre géographique et administrations scolaires
4. Programmes d'aide à l'apprentissage
5. Éducation des adultes et formation continue
6. Rémunération des enseignantes et des enseignants
7. Apprentissage durant les premières années d'études
8. Transport des élèves
9. Administration et gestion des conseils scolaires

### **SUBVENTION POUR LES INSTALLATIONS DESTINÉES AUX ÉLÈVES**

Fonctionnement des écoles  
Réfection des écoles  
Nouvelles places  
Engagements d'immobilisations non réalisés  
Service de la dette

## SUBVENTION DE BASE

La subvention de base appuie les composantes de l'éducation en salle de classe requises par tous les élèves, et en général communes à tous ces derniers. Le montant de 7,2 milliards de dollars a été accordé au titre de cette subvention, comprenant les éléments mentionnés ci-dessous :

PALIER ÉLÉMENTAIRE	Personnel par millier d'élèves	Salaire moyen + avantages sociaux (en %)	Montant par élève au titre des fournitures et des services (en dollars)	Allocation par élève (en dollars)
Titulaires de classe	Titulaires	40,00	50 975 + 12 %	2 378
Taille de la classe : 25:1	Enseign. suppléants	0,00	83	
	Perf. prof.	0,00	11	
Aides-enseignantes et aides-enseignants		0,2	22 590 + 16 %	5
Manuels scolaires et matériel didactique			75	75
Fournitures de classe			77	77
Ordinateurs de classe			43	43
Services de bibliothèque et d'orientation	Ens-biblio. Prof. d'orient.	1,30 0,20	50 975 + 12 %	85
Services de soutien professionnel et paraprofessionnel		1,33	43 686 + 14,8 %	67
Temps de prép.		4	50 975 + 12 %	228
Administration au niveau de l'école	Direct. Dir. adjoints Chefs de sect. Secré.	2,75 0,75 0 3,67	79 296 + 12 % 72 360 + 12 % 28 346 + 18 %	433
			5	
Conseil. pédagogiques		0,48	70 171 + 12 %	38
<b>TOTAL - SUBVENTION DE BASE</b>		<b>54,7</b>	<b>294</b>	<b>3 429</b>

<b>PALIER SECONDAIRE</b>	<b>Personnel par millier d'élèves</b>	<b>Salaire moyen + avantages sociaux (en %)</b>	<b>Montant par élève au titre des fournitures et des services (en dollars)</b>	<b>Allocation par élève (en dollars)</b>
Titulaires de classe	Titulaires	40,90	50 975 + 12 %	2 468
Taille de la classe : 22:1	Ens. suppl.	0,00		61
	Perf. prof.	0,00		12
	Ens.-guides	1,05	50 975 + 12 %	
Aides-enseignantes et aides-enseignants		0		0
Manuels scolaires et matériel didactique			100	100
Fournitures de classe			173	173
Ordinateurs de classe			56	56
Services de bibliothèque et d'orientation	Ens-biblio. Prof. d'orient.	1,10 2,60	50 975 + 12 %	211
Services de soutien professionnel et paraprofessionnel		2,08	43 686 + 14,8 %	105
Temps de préparation.		8,39	50 975 + 12 %	479
Administration au niveau de l'école	Direct. Dir. adjoints Chefs de sect. Secré.	1,10 1,50 9,00 5,33	86 479 + 12 % 76 337 + 12 % 3 262 + 12 % 29 859 + 18 %	460
			5	
Conseil. pédagogiques		0,54	70 171 + 12 %	42
<b>TOTAL - SUBVENTION DE BASE</b>	<b>64,61 (à l'exclusion des chefs de section)</b>		<b>407</b>	<b>4 094</b>

## **Calculs relatifs aux titulaires de classe et au temps de préparation**

La subvention de base prévoit l'affectation nécessaire pour les titulaires de classe fondée sur le temps d'enseignement et la taille de classe moyenne prescrits. La subvention est fondée sur :

- la norme prescrite voulant que les enseignants du palier secondaire enseignent en moyenne 1 250 minutes sur 1 500 (1 500 minutes équivalent à une période de cinq jours de classe);
- la norme provinciale établie pour la taille des classes (22:1);
- la charge moyenne de 7,2 crédits par élève.

La subvention prévoit des fonds suffisants pour veiller à ce que chaque élève ait un enseignant ou une enseignante et comprend des fonds additionnels pour d'autres enseignants chargés de couvrir le temps de préparation, en se servant d'un montant repère pour les salaires et avantages sociaux.

En 2000-2001, l'affectation prévue pour les titulaires de classe au palier secondaire a été modifiée pour tenir compte de l'intégration des fonctions d'enseignant-guide dans le temps d'enseignement. La subvention de base et les subventions à des fins particulières qui comprennent des fonds pour les titulaires de classe au palier secondaire ont été augmentées pour appuyer les fonctions d'enseignant-guide.

Le repère de financement est toujours fondé sur le minimum global prescrit de temps d'enseignement d'une moyenne de 1 250 minutes d'enseignement pour chaque période de cinq jours de classe. La nouvelle affectation servant à couvrir le temps consacré aux fonctions d'enseignant-guide équivaut à environ 30 minutes sur une période de cinq jours de classe.

Il faut prendre note que d'autres subventions à des fins particulières (comme la subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté et la subvention pour l'enseignement des langues) fournissent aussi des fonds pour les titulaires de classe, selon les mêmes repères. La subvention pour la rémunération des enseignantes et des enseignants redresse l'affectation en fonction de la mesure dans laquelle les qualifications et l'expérience du personnel enseignant de chaque conseil portent les coûts au-delà des montants repères établis pour les salaires et les avantages sociaux dans le cadre de la subvention de base. Si la charge moyenne des élèves du palier secondaire dépasse le niveau de base de 7,2 crédits par élève pour l'année scolaire 1999-2000, le conseil scolaire recevra une aide spéciale dans le cadre de la subvention pour la rémunération des enseignantes et des enseignants (voir la section 6 du présent document).

## DESCRIPTION DES COMPOSANTES

**Titulaire de classe** : salaires et avantages sociaux (comprenant le coût normal des indemnités de retraite) des titulaires de classe (y compris les fonctions d'enseignant-guide), enseignantes ou enseignants suppléants et occasionnels pour couvrir les absences et perfectionnement professionnel du corps enseignant.

**Aides-enseignantes et aides-enseignants** : aides-enseignantes et aides-enseignants prêtant une aide aux enseignantes et enseignants en salle de classe, surtout à la maternelle et au jardin d'enfants.

**Manuels scolaires et matériel didactique** : manuels scolaires, cahiers d'exercices, matériel de ressource, ouvrages de bibliothèque, logiciels et CD-ROM didactiques; frais liés à Internet et technologie d'appui à l'enseignement à distance.

**Fournitures de classe** : autres fournitures de classe, y compris papier, crayons et stylos, et autre matériel de classe.

**Ordinateurs de classe** : ordinateurs de classe (matériel uniquement) et frais de réseau connexes.

**Services de bibliothèque et d'orientation** : comprend les enseignantes-bibliothécaires et enseignants-bibliothécaires, et professeures ou professeurs d'orientation. Les professeures et professeurs d'orientation au palier élémentaire offrent une orientation principalement aux élèves de 7<sup>e</sup> et de 8<sup>e</sup> année.

**Services de soutien professionnel et paraprofessionnel** : personnel offrant des services de soutien aux élèves et aux enseignantes et enseignants, soit, entre autres, les conseillères et conseillers en assiduité, les travailleuses et travailleurs sociaux, les travailleuses et travailleurs auprès des jeunes et des enfants, les travailleuses et travailleurs communautaires et les techniciennes et techniciens en informatique. Le personnel offrant des services de soutien pour l'éducation de l'enfance en difficulté, comme les psychologues, psychométriciennes et psychométriciens, orthophonistes et autres, sera financé au moyen de la subvention de base et de la subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté.

**Temps de préparation** : financement au titre du salaire et des avantages sociaux des enseignantes et des enseignants supplémentaires nécessaires pour permettre aux enseignantes et aux enseignants de pouvoir passer du temps en dehors de la salle de classe pour préparer leurs cours, noter les devoirs et les examens, consulter d'autres professionnels et rencontrer les parents.

**Administration au niveau de l'école** : directrices et directeurs, directrices et directeurs adjoints, chefs de section au palier secondaire, personnel de bureau des écoles et coût des fournitures à des fins d'administration scolaire, y compris pour les conseils d'école.

**Conseillères ou conseillers pédagogiques** : conseillères et conseillers pédagogiques et coordonnatrices et coordonnateurs (p. ex., spécialistes de la lecture, spécialistes des programmes aidant les élèves ou les enseignantes et les enseignants à élaborer des programmes de cours ou à aider les élèves) .



## SUBVENTIONS À DES FINS PARTICULIÈRES

Les subventions à des fins particulières accordent un financement pour les élèves ayant des besoins particuliers. Elles tiennent aussi compte de la diversité des besoins des élèves, soit : compétence linguistique, géographie, transport et circonstances locales diverses. Le modèle de financement prévoit une allocation totale de 3 880 millions de dollars au titre des neuf subventions suivantes à des fins particulières.

SUBVENTION	FINANCEMENT AXÉ SUR LES BESOINS DES ÉLÈVES * EN MILLIONS DE \$
Éducation de l'enfance en difficulté	1 280
Enseignement des langues	399
Raisons d'ordre géographique et administrations scolaires	156
Programmes d'aide à l'apprentissage	214
Éducation des adultes, formation continue et programme de cours d'été	143
Rémunération des enseignantes et des enseignants	635
Apprentissage durant les premières années d'études	33
Transport des élèves	578
Administration et gestion des conseils scolaires	442

\* Projections du ministère pour l'année scolaire 2000-2001; le financement réel peut varier en fonction de l'effectif scolaire des conseils et des décisions de ceux-ci concernant les programmes.

## 1. ÉDUCATION DE L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ

La subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté assure le financement de l'éducation des élèves en difficulté et des autres élèves ayant des besoins particuliers. Cette subvention a pour but d'appuyer le financement des programmes, des services et du matériel supplémentaires requis pour répondre aux besoins de ces élèves.

La subvention de 2000-2001 comprend deux volets :

Allocation générale par élève en difficulté (AGED)  
Allocation d'aide spécialisée (AAS)

En 2000-2001, une allocation totale projetée de 1 280 millions de dollars sera affectée dans le cadre de cette subvention et sera répartie comme suit :

En millions de \$	
AGED	653
AAS, niveau 1	5
AAS, niveaux 2 et 3	558
AAS, niveau 4	64
TOTAL	1 280

Le montant indiqué pour les niveaux 2 et 3 comprend une affectation de 2,5 millions de dollars pour la composante des cas spéciaux.

### AGED

Le volet AGED sera alloué aux conseils en fonction de l'effectif scolaire total. Ce volet tient compte du coût de la prestation de programmes supplémentaires à la majorité des élèves ayant des besoins particuliers. En 2000-2001, le montant par élève sera :

376 \$ par élève au palier élémentaire  
243 \$ par élève au palier secondaire

Les augmentations du montant alloué par élève comparativement à 1999-2000 tiennent compte de l'augmentation de 1,95 % des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux et de l'intégration des fonctions d'enseignant-guide au palier secondaire.

## AAS

Les conseils scolaires demanderont des AAS en fonction de l'effectif des élèves répondant aux critères d'admissibilité s'y rattachant. On trouvera ces critères, ainsi que les lignes directrices et les instructions sur la façon de préparer une demande d'allocation, dans le *Manuel, Subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté – Allocation d'aide spécialisée, 2000-2001*.

Les demandes seront examinées par la ministre à des fins d'autorisation. Le financement pour les niveaux 2 et 3 de l'AAS équivaldra au plus élevé de ces deux montants : résultat du processus de demande de 2000-2001 et montant d'AAS alloué en 1999-2000. Des redressements pour la transférabilité, décrits dans le *Manuel, Subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté – Allocation d'aide spécialisée, 2000-2001*, seront appliqués à ce qui précède pour déterminer les montants finals d'AAS accordés au conseil en 2000-2001.

Les AAS comprennent quatre niveaux :

**AAS, niveau 1** Ce niveau couvre le coût excédant 800 \$ du matériel requis pour un élève, durant l'année de l'achat. Les conseils scolaires utiliseront leur AGED pour couvrir les premiers 800 \$. Ainsi, le conseil qui compte une élève ayant besoin d'un ordinateur adapté coûtant 3 000 \$ pourra demander une AAS de 2 200 \$.

Les demandes d'AAS de niveau 1 excédant 6 000 \$ par élève devront être approuvées par le bureau de district.

**AAS, niveaux 2 et 3** Ces niveaux couvrent le coût de la prestation de services intensifs d'aide spécialisée requis par un petit nombre d'élèves ayant des besoins exceptionnels. La subvention pour 2000-2001 ne sera pas inférieure au niveau de 1999-2000.

Une portion relative aux cas spéciaux pourra aussi être approuvée par la ministre à l'égard des élèves admissibles aux fins d'une AAS qui ont des besoins extraordinaires. Les critères d'admissibilité pour ce financement sont décrits dans le *Manuel, Subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté – Allocation d'aide spécialisée*. Les demandes devront être approuvées par le bureau de district.

Les conseils devront fournir l'information sur leurs élèves admissibles aux fins d'une AAS, niveaux 2 et 3, conformément aux nouveaux critères énoncés dans le *Manuel, Subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté – Allocation d'aide spécialisée, 2000-2001*.

**AAS, niveau 4** Ce niveau vise à appuyer les programmes financés en vertu des subventions prévues à l'article 19 à l'intention des élèves qui reçoivent leurs programmes éducatifs dans des installations comme les hôpitaux, les établissements correctionnels ou les installations de soins et de traitement. Le niveau de l'appui total offert et les modalités de demande demeureront tels qu'ils sont maintenant.

Les fonds seront transférables. Le matériel dont a besoin un élève suivra cet élève s'il doit changer de conseil scolaire. Un redressement en cours d'année sera apporté si les élèves admissibles aux fins d'une AAS changent de conseil.

## **2. ENSEIGNEMENT DES LANGUES**

La subvention pour l'enseignement des langues comprendra cinq composantes :

- Français langue première;
- Français langue seconde;
- Langue autochtone;
- Cours de langue -- ESL/ESD;
- Cours de langue -- ALF/PDF.

Les montants attribués pour toutes les composantes de la subvention pour l'enseignement des langues ont été augmentés comparativement à 1999-2000 pour tenir compte de l'augmentation de 1,95 % des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux et de l'intégration des fonctions d'enseignant-guide au palier secondaire.

### **FRANÇAIS, LANGUE PREMIÈRE**

Cette subvention ne s'applique qu'aux conseils de langue française et reconnaît le coût supérieur de l'enseignement, du matériel et de l'administration qu'entraîne la prestation des programmes de langue française. Pour 2000-2001, le financement a été augmenté par rapport à l'année précédente pour aider les conseils de langue française à surmonter les difficultés inhérentes à l'éducation en langue française dans un milieu à prédominance anglophone.

Il sera accordé 391 \$ par élève au palier élémentaire, et 631 \$ par élève selon l'effectif quotidien moyen de jour au palier secondaire, à l'exclusion des élèves de 21 ans et plus.

Les conseils qui ouvrent de nouvelles écoles élémentaires recevront une subvention de démarrage de 10 800 \$ par nouvelle école pour la création de nouvelles classes élémentaires de langue française en 2000-2001.

### **FRANÇAIS, LANGUE SECONDE**

Cette subvention couvre le coût supplémentaire de la prestation des programmes de français, programme de base, de français, programme intensif et des programmes d'immersion en français. La subvention est fondée sur le nombre d'élèves inscrits à ces programmes et varie selon la durée quotidienne moyenne du programme.

Au palier élémentaire, on accordera un financement pour les programmes de français, programme de base et programme intensif, pour les élèves de la 4<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> année. Les programmes d'immersion en français seront financés de la maternelle à la 8<sup>e</sup> année si le conseil les offre.

En planifiant la prestation des programmes de langue française, les conseils scolaires doivent s'assurer, aux termes de la politique actuelle du ministère, que tous les élèves du palier élémentaire auront suivi au moins 600 heures de cours de français avant la fin de la 8<sup>e</sup> année.

Les programmes d'immersion en français et les programmes intensifs de français seront financés au même niveau qu'en 1999-2000.

Le tableau qui suit indique le montant par élève prévu pour les cours de français, langue seconde. Les montants sont augmentés comparativement à 1999-2000 pour tenir compte de l'augmentation de 1,95 % des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux et de l'intégration des fonctions d'enseignant-guide au palier secondaire.

Français, langue seconde - Palier élémentaire :

<b>Durée quotidienne moyenne du programme</b>	<b>Montant par élève inscrit</b>
20 - 59 minutes	232 \$
60 - 149 minutes	264 \$
150 minutes ou plus (1 <sup>re</sup> à 8 <sup>e</sup> ) 75 minutes ou plus (M/J d'E)	295 \$

Français, langue seconde - Palier secondaire :

Le financement est calculé en fonction des crédits, soit :

<b>Années</b>	<b>Montant par crédit-élève - Matière : français</b>	<b>Montant par crédit-élève - Matières autres que le français enseignées en français</b>
9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup>	59 \$	97 \$
11 <sup>e</sup> , 12 <sup>e</sup> et CPO	78 \$	150 \$

*Source de données : Rapports de septembre des écoles élémentaires - Nombre d'élèves inscrits au 31 octobre 2000, tableau H. Rapports de septembre des écoles secondaires - Nombre d'élèves inscrits au 31 octobre 2000, tableau L. Rapports de mars des écoles secondaires - Nombre d'élèves inscrits au 31 mars 2000, tableau L.*



## LANGUES AUTOCHTONES

Cette subvention aide les conseils scolaires qui souhaitent offrir des programmes en langues autochtones. Elle est fonction du nombre d'élèves inscrits aux programmes et de la durée moyenne quotidienne du programme, comme l'indique le tableau suivant.

Les montants sont augmentés comparativement à 1999-2000 pour tenir compte de l'augmentation de 1,95 % des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux et de l'intégration des fonctions d'enseignant-guide au palier secondaire.

### Langues autochtones - Palier élémentaire :

Durée quotidienne moyenne du programme	Montant par élève inscrit
20 - 39 minutes	222 \$
40 minutes ou plus	395 \$

### Langues autochtones - Palier secondaire :

Le financement est calculé en fonction des crédits, soit :

Niveau/Années	Montant par crédit-élève
9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup>	59 \$
10 <sup>e</sup> , 11 <sup>e</sup> et CPO	78 \$

*Source de données : Rapports de septembre des écoles élémentaires - Nombre d'élèves inscrits au 31 octobre 2000, tableau Q. Rapports de septembre des écoles secondaires - Nombre d'élèves inscrits au 31 octobre 2000, tableaux M et R. Rapports de mars des écoles secondaires - Nombre d'élèves inscrits au 31 mars 2000, tableaux M et R.*

## COURS DE LANGUE (ESL/ELD ET ALF/PDF)

Cette subvention est accordée aux conseils scolaires offrant des cours de langue dans le cadre des programmes des écoles ordinaires de jour aux élèves des écoles de langue anglaise dont la langue première n'est pas l'anglais, et aux élèves des écoles de langue française ayant droit à une éducation en langue française ou qui sont admis par un comité d'admission, mais dont les compétences en français sont limitées.

Ces programmes permettent aux élèves de s'intégrer le plus rapidement possible aux classes ordinaires.

Les montants accordés sont indiqués dans les formules qui suivent. Les montants sont augmentés comparativement à 1999-2000 pour tenir compte de l'augmentation de

1,95 % des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux et de l'intégration des fonctions d'enseignant-guide au palier secondaire. De plus, les montants par élève pour les programmes ESL et PDF ont bénéficié d'une augmentation additionnelle afin d'améliorer le financement offert aux conseils scolaires pour ces programmes.

### **Cours de langue en anglais - ESL/ELD (Anglais langue seconde et apprentissage de l'anglais)**

Cette subvention s'applique aux conseils de langue anglaise selon les deux volets suivants :

- 1) Ce premier volet accorde le montant de 5 077 \$ par élève admissible sur une période de trois ans et se fonde sur le nombre d'élèves immigrants venant de pays où l'anglais n'est pas une langue première ou une langue d'usage courant.

La formule tiendra compte de trois années de données. Le nombre d'élèves admissibles en vertu de ces critères sera pondéré en utilisant les facteurs suivants :

- 1,0 pour les élèves qui sont arrivés au Canada durant la dernière année scolaire, y compris septembre et octobre 2000 (du 1<sup>er</sup> septembre 1999 au 31 octobre 2000)
- 0,6 pour les élèves qui sont arrivés au Canada pendant l'année scolaire précédente (du 1<sup>er</sup> septembre 1998 au 31 octobre 1999)
- 0,3 pour les élèves qui sont arrivés au Canada durant les deux années scolaires précédentes (du 1<sup>er</sup> septembre 1997 au 31 août 1998)

*Source de données : Rapport de septembre des écoles - la directrice ou le directeur doit indiquer dans la partie K du Rapport de septembre des écoles élémentaires ou dans la partie I du Rapport de septembre des écoles secondaires le nombre d'élèves inscrits à l'école qui sont arrivés au Canada durant les trois dernières années en provenance d'un pays où l'anglais n'est pas une langue première ou une langue d'usage courant. Les écoles sont tenues d'étayer leurs données quant au nombre d'élèves arrivés au Canada au cours des trois dernières années en inscrivant les renseignements appropriés en matière d'immigration dans le Dossier scolaire de l'Ontario de l'élève.*

- 2) Le deuxième volet de la subvention est une allocation calculée par le ministère d'après les données de Statistique Canada sur la population âgée de 5 à 19 ans dont la langue parlée le plus couramment à la maison n'est ni l'anglais ni le français. Ceci est considéré comme une approximation des besoins relatifs des conseils en matière de programmes ESL/ESD pour les élèves qui ne sont pas couverts par le premier volet. L'affectation de chaque conseil est indiquée dans le Tableau 1 du règlement sur les subventions de 2000-2001. Ces montants sont distribués parmi les conseils selon la formule suivante :

Nombre d'élèves décrits ci-dessus dans le secteur du conseil X 21 millions de \$  
Nombre total d'élèves décrits ci-dessus

La distribution des élèves âgés de 5 à 19 ans entre les conseils des écoles publiques et des écoles séparées est basée sur le nombre d'élèves qui habitent dans chaque secteur de dénombrement et sur les données d'analyse.

*Source de données - Statistique Canada, Recensement de 1996.*

*Tableau de données - Population âgée de 5 à 19 ans dont la langue parlée le plus couramment à la maison n'est ni l'anglais ni le français.*

**Subvention au titre de l'ESL/ESD :** = Nombre total d'élèves pondérés (voir partie 1 ci-dessus) x 2 672 \$  
+  
affectation pour les élèves au Canada (voir partie 2 ci-dessus)

### **Cours de langue en français - ALF/PDF**

La subvention au titre de l'ALF/PDF comprend deux composantes.

#### **1) ALF (Actualisation linguistique en français)**

Cette subvention vise à aider les conseils scolaires de langue française à offrir des cours de langue aux élèves ayant droit à l'éducation en langue française en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, dont le niveau de compétence en français est inexistant ou limité, ou dont le français parlé est différent du français standard.

La subvention au titre de l'ALF en vertu du nouveau modèle de financement, en ce qui a trait aux cours de langue, sera fondée sur les trois facteurs suivants et calculée séparément pour chaque secteur d'un conseil d'écoles publiques ou séparées de langue française qui coïncide avec un conseil d'écoles publiques ou séparées de langue anglaise :

##### **i) Niveau de service de base**

Élém. : 1 unité d'enseignement/200 élèves pour les 200 premiers élèves

Élém. : 1 unité d'enseignement/400 élèves pour les 1 600 élèves suivants

Élém. : 1 unité d'enseignement/750 élèves pour le reste des élèves

Sec. : 1 unité d'enseignement/400 élèves pour les 1 200 premiers élèves

Sec. : 1 unité d'enseignement/750 élèves pour le reste des élèves

##### **ii) Facteur d'assimilation**

Le facteur d'assimilation est fondé sur le pourcentage d'élèves dans les unités d'enseignement de langue française par rapport au nombre total d'élèves (de langues anglaise et française) au sein des secteurs géographiques coïncidents du conseil scolaire de district de langue française (tel que mentionné plus haut).

1,5 : de 0 à 10 %

1,0 : de 10 à 100 %

### iii) Coût par unité d'enseignement

Le coût par unité d'enseignement pour 2000-2001 est déterminé en fonction des paliers combinés (élémentaire et secondaire).

Élémentaire : 61 664 \$

Secondaire : 61 664 \$

Le montant total de la subvention au titre de l'ALF pour les conseils scolaires de district de langue française sera la somme des composantes de subvention calculées pour chaque secteur géographique d'un conseil de langue française qui coïncide avec un conseil d'écoles publiques ou séparées de langue anglaise :

Composante de la subvention au titre de l'ALF (pour chaque secteur)	=	N <sup>bre</sup> d'unités d'ens. pour service de base	x	facteur d'assimilation	x	Coût par unité d'ens.
---	---	---	---	------------------------	---	-----------------------

## 2) PDF (Perfectionnement du français)

La seconde composante touche les programmes PDF et sera fondée sur le nombre d'élèves immigrants qui sont entrés au Canada au cours des trois dernières années et qui proviennent de pays où le français est la langue de l'administration ou de l'éducation et qui ne jouissent pas des droits reconnus par l'article 23 de la Charte. Le programme de perfectionnement du français s'adresse aux élèves qui ont été admis à l'école par l'entremise du comité d'admission du conseil. Les élèves sont en général nés à l'extérieur du Canada et présentent l'une des caractéristiques suivantes :

- i) ils parlent une forme de la langue qui est différente du français standard;
- ii) leur scolarité a été interrompue;
- iii) ils connaissent mal les deux langues officielles du Canada et ont besoin de se familiariser avec leur nouveau milieu.

Les subventions PDF sont basées sur le nombre d'élèves immigrants qui sont entrés au Canada au cours des trois dernières années et qui proviennent de pays où le

français est la langue de l'administration ou de l'éducation et qui possèdent l'une des trois caractéristiques énoncées plus haut.

La formule tiendra compte de trois années de données. Le nombre d'élèves admissibles en vertu de ces critères sera pondéré en utilisant les facteurs suivants :

- 1,0 pour les élèves qui sont arrivés au Canada durant la dernière année scolaire, y compris septembre et octobre 2000 (du 1<sup>er</sup> septembre 1999 au 31 octobre 2000)
- 0,6 pour les élèves qui sont arrivés au Canada pendant l'année scolaire précédente (du 1<sup>er</sup> septembre 1998 au 31 août 1999)
- 0,3 pour les élèves qui sont arrivés au Canada durant les deux années scolaires précédentes (du 1<sup>er</sup> septembre 1997 au 31 août 1998)

Composante de la subvention au titre du PDF = Nombre d'élèves pondérés x 2 672 \$

*Source de données : Rapport de septembre des écoles - La directrice ou le directeur doit indiquer dans la section K du Rapport de septembre des écoles élémentaires et dans la section I du Rapport de septembre des écoles secondaires le nombre d'élèves inscrits à l'école qui sont arrivés au Canada durant les trois dernières années en provenance d'un pays où le français est la langue de l'administration et de l'éducation et dont la langue ou le dialecte s'écarte du français standard, dont l'apprentissage a été interrompu ou qui ont besoin de se familiariser avec leur nouvel environnement. Les écoles sont tenues d'étayer leurs données relatives au nombre d'élèves arrivés au Canada au cours des trois dernières années en inscrivant les renseignements appropriés en matière d'immigration dans le Dossier scolaire de l'Ontario de l'élève.*



### **3. SUBVENTION POUR RAISONS D'ORDRE GÉOGRAPHIQUE ET SUBVENTION AUX ADMINISTRATIONS SCOLAIRES**

Ces subventions tiennent compte des coûts additionnels de fonctionnement des petites écoles dans les régions isolées et dans les secteurs ruraux à faible population scolaire. Les volets de la subvention pour raisons d'ordre géographique et subvention aux administrations scolaires sont les suivants :

Petites écoles (y compris une nouvelle affectation pour les directrices et directeurs d'école)

Conseils scolaires ruraux et éloignés

Dispositions de financement des administrations scolaires (y compris les conseils isolés et les conseils situés sur des terrains exempts d'impôts)

Les montants des subventions attribuées pour les petites écoles et pour les conseils scolaires ruraux et éloignés ont été augmentés comparativement à 1999-2000 pour tenir compte de l'augmentation de 1,95 % des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux et de l'intégration des fonctions d'enseignant-guide au palier secondaire.

#### **PETITES ÉCOLES**

Pour compenser le coût plus élevé par élève des programmes dans les petites écoles, le gouvernement fournira une aide financière supplémentaire par l'entremise de la subvention aux petites écoles. Il n'y aura aucune subvention pour «école mixte» dans le cadre du nouveau modèle de gestion. Cependant, de petites unités d'enseignement de langue anglaise et de langue française peuvent continuer de partager des installations. La subvention aux petites écoles tiendra compte des coûts supplémentaires associés à la petite taille des écoles coopérantes.

- Les petites écoles se trouvent en général dans des régions peu peuplées.
- Les petites écoles élémentaires comptent moins de 20 élèves en moyenne par année d'études et sont situées à huit kilomètres ou plus d'autres écoles élémentaires du conseil.
- Les petites écoles secondaires comptent moins de 120 élèves en moyenne par année d'études et sont situées à 32 kilomètres ou plus d'autres écoles secondaires du conseil.



## Calcul détaillé de la subvention aux petites écoles - Élémentaire

Total, pour toutes les écoles de :

$$\text{Subvention aux petites écoles} = \text{Facteur de l'école} \times \text{Facteur d'éloignement} \times \text{Effectif de l'école} \times 6\,088 \$$$

Facteur d'éloignement égal à	1,50	pour les écoles ou parties d'une école jumelée ou annexée situées à plus de 80 kilomètres de toutes les autres écoles élémentaires ou parties d'écoles élémentaires qui relèvent du conseil scolaire;
	1,25	pour les écoles ou parties d'une école jumelée ou annexée situées à plus de 32 kilomètres et à moins de 80 kilomètres de toutes les autres écoles élémentaires ou parties d'écoles élémentaires qui relèvent du conseil scolaire;
	1,00	pour toutes les autres écoles.

Pour déterminer l'éloignement d'une école publique (ou séparée) de langue française, il ne faut tenir compte que des écoles publiques (ou séparées) de langue française se trouvant dans le territoire de compétence d'un conseil des écoles publiques (ou séparées) de langue anglaise coïncident. Cette détermination doit être faite séparément pour chacun des territoires de compétence des conseils d'écoles publiques (ou séparées) de langue anglaise avec lesquels le conseil d'écoles publiques (ou séparées) de langue française est coïncident.

$$\begin{aligned} \text{Facteur de l'école} &= 1,0 \text{ pour les écoles ayant moins de 2 élèves par année d'études,} \\ &= \text{une échelle mobile de 1,0 à 0,2 pour les écoles ayant de 2 à 10 élèves par année d'études,} \end{aligned}$$

$$0,2 \times \left( \frac{10}{\text{Nombre d'élèves par année d'études de l'école A}} \right)$$

$$= \text{une échelle mobile de 0,2 à 0 pour les écoles ayant de 10 à 20 élèves par année d'études,}$$

$$0,2 \times \left( 1 - \frac{\text{Nombre d'élèves par année d'études de l'école A} - 10}{10} \right)$$

$$\begin{aligned} \text{Sachant que le nombre d'élèves par année d'études de l'école A} &= \frac{\text{Effectif de l'école A}}{\text{Nombre d'années d'études de l'école A}} \end{aligned}$$

S'il y a deux ou plusieurs écoles dans un rayon de huit kilomètres (même conseil scolaire), le nombre d'élèves par année d'études se calcule en combinant l'effectif des écoles et en déterminant le nombre d'élèves comme s'il s'agissait d'une seule école.

**L'effectif**

s'entend de l'effectif de jour à plein temps ou l'équivalent au 31 octobre 2000. La maternelle et le jardin d'enfants représentent 0,5 EPT. Dans le cas des programmes combinés de maternelle et de jardin d'enfants, les effectifs sont répartis ainsi : 0,4 EPT pour la maternelle et 0,6 EPT pour le jardin d'enfants.

Aux fins du calcul du nombre d'années d'études, la maternelle et le jardin d'enfants représentent chacun 0,5 année d'études. L'éducation de l'enfance en difficulté ou les «programmes sans années d'études» ne comptent pas. Seules les années d'études ayant des élèves inscrits peuvent être comptées pour déterminer le nombre d'élèves par année d'études.

Source : Rapport de septembre des écoles de 2000

**Calcul détaillé de la subvention aux petites écoles - Secondaire**

Total, pour toutes les écoles de :

$$\begin{array}{lcl} \text{Subvention} & & \\ \text{aux petites} & = & \text{Facteur} \quad \text{Facteur} \quad \text{Effectif} \\ \text{écoles} & & \text{de l'école} \times \text{d'éloignement} \times \text{de l'école} \times 7\,413 \$ \end{array}$$

**Facteur de l'école** = 0,45 pour les écoles ayant moins de 20 élèves par année d'études,

= pour les écoles ayant de 20 à 60 élèves par année d'études,

$$0.15 \times \left( \frac{60}{\text{Nombre d'élèves par année d'études de l'école A}} \right)$$

= pour les écoles ayant de 60 à 120 élèves par année d'études,

$$0.15 \times \left( 1 - \frac{\text{Nombre d'élèves par année d'études de l'école A} - 60}{60} \right)$$

$$\begin{array}{lcl} \text{Sachant que le nombre} & & \\ \text{d'élèves par année d'études} & = & \frac{\text{Effectif de l'école A}}{\text{Nombre d'années d'études de l'école A}} \\ \text{de l'école A} & & \end{array}$$

**Facteur d'éloignement** = si l'école A est située à plus de 80 kilomètres de toutes les autres écoles secondaires qui relèvent du conseil scolaire, le facteur de l'école A est augmenté comme suit :

2,0 pour les écoles ayant moins de 20 élèves par année d'études,

pour les écoles ayant de 20 à 120 élèves par année d'études,

$$\text{Facteur d'éloignement} = 1 + \left( \frac{40}{\text{Élèves par année d'études de l'école A} + 20} \right)$$

Pour déterminer l'éloignement d'une école publique (ou séparée) de langue française, il ne faut tenir compte que des écoles publiques (ou séparées) de langue française se trouvant dans le territoire de compétence d'un conseil des écoles publiques (ou séparées) de langue anglaise coïncident. Cette détermination doit être faite séparément pour chacun des territoires de compétence des conseils d'écoles publiques (ou séparées) de langue anglaise avec lesquels le conseil d'écoles publiques (ou séparées) de langue française est coïncident.

**Effectif** L'effectif s'entend de l'effectif de jour à plein temps ou l'équivalent au 31 octobre 2000, à l'exception des élèves de 21 ans et plus.

**Élèves par année d'études** Aux fins du calcul du nombre d'années d'études dans une école secondaire,

École intermédiaire (7 <sup>e</sup> -9 <sup>e</sup> année)	1 année d'études
École secondaire (9 <sup>e</sup> année-CPO)	5 années d'études
École secondaire (Pas de CPO)	4 années d'études

Les années antérieures à la 9<sup>e</sup> année ne comptent pas.

Seules les années d'études ayant des élèves inscrits peuvent être comptées pour déterminer le nombre d'élèves par année d'études.

Source : Rapports de septembre des écoles de 2000

### **Composante de la subvention aux petites écoles pour les directrices et directeurs d'école**

Cette affectation offre un meilleur financement pour les directions d'école aux conseils qui ont une grande proportion de petites écoles. Les conseils qui recevront cette nouvelle affectation seront libres de l'utiliser soit pour augmenter le nombre de directrices et directeurs d'école ou pour augmenter la proportion de temps que les directrices et directeurs à temps partiel consacrent à leurs fonctions de direction.

La formule de financement prévoit une affectation additionnelle pour les directions d'école lorsque le nombre moyen de directrices et directeurs par école aux paliers élémentaire et secondaire est en deçà du seuil minimum.

Aux fins de cette composante, une école est définie comme une école qui figure à titre d'école élémentaire ou d'école secondaire dans le Système d'inventaire des installations scolaires du ministère, dans lesquelles des élèves sont inscrits pour suivre un programme de jour en 2000-2001.

#### Affectation pour les directions d'école au palier élémentaire

$$\left( 0,69 - \frac{\text{EQM élém.} \times 244 \$}{79\,296 \$ \times 1,12 \times \text{nbre écoles élém.}} \right) \times 79\,296 \$ \times 1,12 \times \text{nbre écoles élém.}$$

#### Affectation pour les directions d'école au palier secondaire

$$\left( 0,40 - \frac{\text{EQM sec.} \times 107 \$}{86\,479 \$ \times 1,12 \times \text{nbre écoles sec.}} \right) \times 86\,479 \$ \times 1,12 \times \text{nbre écoles sec.}$$

Note explicative : Dans ces calculs :

244 \$ et 107 \$ correspondent à la composante de la subvention de base par élève attribuée aux directrices et directeurs d'école aux paliers élémentaire et secondaire respectivement.

79 296 \$ et 86 479 \$ sont les salaire repères des directrices et directeurs d'école aux paliers élémentaire et secondaire respectivement

1,12 est le niveau reconnu d'avantages sociaux (12 %) attribuable aux directrices et directeurs d'école dans la subvention de base par élève.

### **Conseils scolaires ruraux et éloignés**

Cette subvention vise à tenir compte des coûts plus élevés pour les biens et les services que doivent assumer les conseils scolaires qui sont éloignés des centres urbains importants ou dont les écoles sont éloignées les unes des autres.

Trois facteurs entrent dans le calcul de la subvention.

#### **1) Distance**

La distance est mesurée de la ville la plus rapprochée des cinq villes suivantes : Toronto, Ottawa, Hamilton, London ou Windsor (représentée par la lettre D dans les formules ci-dessous) à la ville située le plus près du centre géographique du territoire du conseil scolaire. Ce facteur tient compte des frais additionnels des biens et des services reliés à l'éloignement.

Distance	Subvention par élève
0 - 150 km	0
150 - 650 km	$0,974 \$ \times (D-150)$
650 - 1 150 km	$487 \$ + 0,135 \$ \times (D-650)$
1 150 km et plus	555 \$

## 2) Éparpillement de la population scolaire

Éparpillement de la population scolaire sur le territoire d'un conseil (représenté par le terme «densité de la population scolaire» dans la formule ci-dessous - nombre d'élèves par kilomètre carré). Ce facteur couvre les frais de déplacement des biens et des services au sein d'un conseil scolaire.

Densité de la population scolaire (PDS)	Subvention par élève
0 - 1,0	$405 \$ \times (1 - DPS)$
Supérieure à 1,0	0

## 3) Facteur urbain

Le coût des biens et des services associés à l'accessibilité, en fonction de l'existence ou de l'absence, sur le territoire d'un conseil scolaire, d'une ville ayant une population de plus de 25 000 habitants.

Ville se trouvant sur le territoire d'un conseil et dont la population est de	Facteur urbain
0 - 25 000	1
25 000 - 200 000	$1 - \frac{(Pop. - 25\ 000)}{175\ 000}$
200 000 et plus	0

$$\text{Calcul de la subvention par élève} = \left( \text{Subvention par élève d'après la distance} \times \text{Facteur urbain} \right) + \text{Subvention par élève d'après la densité de la population scolaire}$$

Le ministère reverra les paramètres qui sont utilisés présentement à l'égard de cette

subvention et évaluera les améliorations possibles pour la subvention de 2001-2002.

## **Financement des administrations scolaires**

### Administrations scolaires isolées

Les coûts par élève des très petits conseils scolaires, situés pour la plupart dans les régions éloignées de l'Ontario et connus sous le nom d'administrations scolaires isolées, sont en général très élevés.

Les dépenses nettes des administrations scolaires isolées sont financées en fonction des montants approuvés par le bureau de district, conformément à une directive. Cette directive est établie selon une formule d'affectation qui a été modifiée pour tenir compte des coûts de base reliés au fonctionnement de très petites écoles dans les régions éloignées. La formule d'affectation s'appuie sur le nouveau modèle de financement dans toute la mesure du possible, et permet des autorisations spéciales de la part des bureaux de district afin d'amoindrir les effets des modifications au financement.

Pour l'année scolaire 2000-2001, la subvention pour les administrations scolaires isolées sera maintenue au niveau des dépenses nettes de ces administrations pour l'année 1999-2000, avec redressement tenant compte de l'augmentation des salaires et des avantages sociaux, sous réserve de l'approbation du ministère.

### Administrations scolaires situées sur des terrains exempts d'impôts

Cette subvention a pour objet de compenser les dépenses de fonctionnement des écoles situées sur des terrains exempts d'impôts, notamment les écoles situées dans des sanatoriums, des hôpitaux, des centres de traitement pour enfants.

Pour 2000-2001, le financement des administrations scolaires situées sur des terrains exempts d'impôts sera maintenu au niveau des dépenses nettes de ces conseils en 1999-2000, en tenant compte de l'augmentation des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux, sous réserve d'approbation.



## 4. SUBVENTION POUR PROGRAMMES D'AIDE À L'APPRENTISSAGE

La subvention pour programmes d'aide à l'apprentissage pour 2000-2001 comporte deux volets :

Facteurs démographiques  
Formation de base en langue et en calcul

### 1) Facteurs démographiques

Cette composante de la subvention pour programmes d'aide à l'apprentissage fournit un financement aux conseils scolaires en fonction des indicateurs socioéconomiques associés aux élèves présentant un risque élevé d'échec scolaire. Cette subvention permet aux conseils de dispenser un large éventail de programmes établis localement en vue d'améliorer le rendement scolaire de ces élèves.

Le montant affecté en 2000-2001 reprend l'affectation accordée à chacun des conseils en 1999-2000, redressée pour tenir compte de l'augmentation de 1,95 % des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux et de l'intégration des fonctions d'enseignante-guide ou enseignant-guide au palier secondaire.

L'affectation est établie en fonction des indicateurs socioéconomiques suivants :

Indicateur	Description	Taux provincial
Seuil de faible revenu (SFR)	Pourcentage de la population qui vit sous le seuil de faible revenu. Le SFR, qui varie d'une collectivité à une autre, est établi par Statistique Canada.	13,1 %
Faible scolarité	Pourcentage de toutes les personnes de 15 ans ou plus qui ont une scolarité inférieure à la 9 <sup>e</sup> année.	11,5 %
Immigration récente	Pourcentage de la population constitué d'immigrants récents (c.-à-d. qui ont immigré au Canada de 1988 à 1991).	3,25 %
Statut d'autochtone	Pourcentage de la population ayant indiqué «autochtone» comme seule origine ethnique.	0,7 %

Le financement est fondé sur :

- 1) les secteurs de dénombrement admissibles du conseil;
- 2) les unités de financement dans ces secteurs; et
- 3) la répartition des unités de financement entre chaque conseil des secteurs admissibles.

Secteur admissible :

Le secteur utilisé aux fins du calcul est un secteur de dénombrement. Un secteur est admissible lorsque le pourcentage de la population visée par l'un ou l'autre des quatre indicateurs socioéconomiques représente au moins le double du pourcentage provincial. Le montant de la subvention qui sera versée à un secteur de dénombrement jugé admissible selon n'importe lequel des quatre indicateurs est calculé selon le pourcentage de la population de ce secteur qui vit sous le SFR.

Unités de financement :

$$\text{Unités de financement} = \text{nbre d'enfants (moins de 18 ans)} \times \left( \frac{\% \text{ de la population du secteur sous le SFR}}{\% \text{ de la population provinciale sous le SFR}} \right)$$

Il peut arriver que Statistique Canada n'ait pas déterminé le SFR dans certains secteurs de dénombrement admissibles en raison d'un faible taux de réponse. (Cette situation se produit souvent pour les variables relatives au revenu, que les répondants hésitent à préciser.) Dans ce cas, le calcul des unités de financement se fait plutôt à partir de la variable de faible scolarité.

*Exemple :*

Données pour le secteur de dénombrement A :

Nombre d'enfants (moins de 18 ans)	1 300
% de la population vivant sous le seuil de faible revenu	11,1 %
% de la population ayant le statut d'autochtone	0,1 %
% de la population de 15 ans et plus ayant moins d'une 9 <sup>e</sup> année	24,0 %
% de la population qui sont des immigrants récents	5,0 %

Dans cet exemple, le secteur de dénombrement est admissible parce que le pourcentage de la population ayant une faible scolarité est le double du pourcentage provincial.

Unités de financement pour le secteur admissible A :

$$1\,300 \times \left( \frac{11,1 (\% \text{ de la population du secteur sous le SFR})}{13,1 (\% \text{ de la pop. provinciale sous le SFR})} \right)$$

Les unités de financement des secteurs de dénombrement admissibles sont regroupées selon les subdivisions de recensement (SDR). Les unités de financement d'une SDR sont réparties parmi les conseils scolaires en fonction des données municipales de recensement qui précisent la population

d'âge scolaire chez les électeurs francophones et anglophones des écoles publiques et séparées. Les unités de financement auxquelles a droit le conseil sont ensuite converties en montant de subvention selon la formule suivante :

$$\left( \frac{\text{Nbre d'unités de financement du conseil}}{\text{Nbre d'unités de financement de tous les conseils}} \right) \times \text{subvention totale}$$

L'affectation de chaque conseil pour cette composante est indiquée au tableau 4 du règlement sur les subventions.

## 2) Formation de base en lecture et en calcul

En 2000-2001, une subvention est ajoutée pour aider les conseils à offrir une aide additionnelle visant à améliorer les habiletés de lecture, d'écriture et de calcul des élèves qui risquent de ne pas satisfaire aux exigences requises pour satisfaire aux exigences du nouveau curriculum et du test de compétences linguistiques de 10<sup>e</sup> année.

Ces cours ou programmes peuvent être offerts au cours de l'été, ou durant l'année scolaire en dehors des heures normales de classe. Les programmes suivants seront financés selon le taux applicable à la formation continue, soit 2 294 \$ par EQM :

Un cours de formation de base en langue et en calcul pour les élèves de 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> année pour lesquels la directrice ou le directeur de l'école régulière a recommandé un programme de rattrapage en langue et en calcul.

Un cours ne donnant pas droit à un crédit de formation de base en langue et en calcul pour les élèves de 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> année pour lesquels la directrice ou le directeur de l'école régulière a recommandé un programme de rattrapage en langue et en calcul.

Un cours de formation de base en langue et en calcul pour adultes, à l'intention des parents ou tuteurs d'une ou un élève de n'importe quelle année d'études pour lequel la directrice ou le directeur de l'école régulière a recommandé un programme de rattrapage en langue et en calcul.

Cette subvention sera redressée en fonction des mesures d'instauration graduelle en 2000-2001.

Le financement des transports pour les élèves inscrits aux programmes de formation de base en langue et en calcul dispensés pendant l'été sera assuré selon la formule suivante :

<u>2000-2001 subvention de transport du conseil</u>	X	EQM cours de rattrapage d'été	X	3.0
2000-2001 EQM des élèves du conseil	-	form. de base langue et calcul -		
		7 <sup>e</sup> à 10 <sup>e</sup> année		

Dans le cadre de la subvention pour les installations destinées aux élèves, des fonds pour le fonctionnement et la réfection des écoles seront également fournis pour les élèves de la 7<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année qui suivent des programmes d'été de formation de base en langue et en calcul.

### *Été 2000*

Le financement de ces programmes élargis de formation de base en langue et en calcul sera aussi offert, en été 2000, pour les élèves à risque de la 7<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année et leurs parents. Les règlements sur l'EQM et sur les subventions de l'année scolaire 1999-2000 ont été modifiés pour permettre le financement de ces programmes. Le financement du transport des élèves participant à ces programmes durant l'été 2000 sera aussi assuré à un niveau plus élevé de financement.

Les dispositions sur l'instauration progressive du modèle de financement ne s'appliqueront pas au financement des programmes de formation de base en langue et en calcul offerts au cours de l'été 2000 aux élèves de la 7<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année.

## **5. SUBVENTION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES ET LA FORMATION CONTINUE ET LES PROGRAMMES DE COURS D'ÉTÉ**

Cette subvention appuie la prestation des cours de jour pour adultes et des programmes de formation continue tels que les programmes de français langue seconde ou d'anglais langue seconde pour adultes, les programmes de langue autochtone pour adultes, les crédits ouvrant droit à un diplôme pour adultes, les cours par correspondance et l'apprentissage autonome, ainsi que les programmes de langue internationale pour les élèves du palier élémentaire.

Les montants accordés dans le cadre de cette subvention ont été redressés pour tenir compte de l'augmentation de 1,95 % des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux.

En 2000-2001, des fonds seront fournis pour les cours de transition ou de liaison facilitant le transfert des élèves entre les cours théoriques et appliqués au palier secondaire, ainsi que pour les cours donnant droit à des crédits partiels tel que le permet la réforme des écoles secondaires. L'affectation fournira les fonds nécessaires pour les cours que doivent suivre les élèves du palier secondaire qui souhaitent changer de type de cours conformément à la section 5.6 de la publication du ministère *Les écoles secondaires de l'Ontario, de la 9<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année – Préparation au diplôme d'études secondaires de l'Ontario, 1999*.

Le financement au titre de la formation continue et des programmes de cours d'été correspond à 2 294 \$ par EQM (excluant les élèves à l'égard desquels des droits sont payables en vertu du règlement sur les droits de scolarité).

Le financement pour les élèves des écoles de jour âgés de 21 ans est porté à 2 294 \$ par effectif quotidien moyen. Les composantes de la subvention pour le fonctionnement des écoles et pour la réfection des écoles seront versées pour ces élèves de même que pour les élèves inscrits au programme de cours d'été et à des cours de formation continue de jour ouvrant droit à un crédit (dans le cadre de la subvention pour les installations destinées aux élèves).

La subvention qui était accordée pour les langues internationales aux conseils scolaires offrant des programmes approuvés d'enseignement des langues d'origine dans une langue autre que le français ou l'anglais sera maintenue à raison de 41 \$ par heure d'enseignement en classe lorsque le nombre moyen d'élèves par classe est d'au moins 25 élèves pour le conseil. La subvention est basée sur un montant en dollars par heure d'enseignement en classe. Lorsque le nombre moyen d'élèves par classe est inférieur à 25 élèves pour le conseil, la subvention de 41 \$ par heure d'enseignement en classe sera réduite d'un dollar pour chaque élève en-dessous de 25.



## 6. SUBVENTION POUR LA RÉMUNÉRATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS

La subvention pour la rémunération des enseignantes et des enseignants permettra d'assumer les coûts de la rémunération du personnel enseignant, en tenant compte des variations fondées sur les qualifications et l'expérience.

Les montants compris dans cette affectation ont été redressés pour tenir compte de l'augmentation de 1,95 % des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux et de l'intégration des fonctions d'enseignante-guide ou enseignant-guide au palier secondaire.

### Qualifications et expérience des enseignantes et des enseignants

La composante relative aux qualifications et à l'expérience des enseignantes et des enseignants sera versée aux conseils dont les enseignantes et les enseignants, en raison de leurs qualifications et expérience, touchent des salaires supérieurs au niveau servant au calcul de la subvention de base. La subvention par élève de l'élémentaire est calculée selon la formule suivante :

$$\left( \frac{\text{Somme de } \left( \begin{array}{cc} \text{enseignants de l'élémentaire} & \text{matrice relative} \\ \text{sur la grille ordinaire} & \text{au traitement} \end{array} \right) \times}{\text{Nbre d'enseignants de l'élémentaire sur la grille ordinaire}} - 1 \right) \times \$2,597$$

$$\left( \frac{\text{Somme de } \left( \begin{array}{cc} \text{enseignants du secondaire} & \text{matrice relative} \\ \text{sur la grille ordinaire} & \text{au traitement} \end{array} \right) \times}{\text{Nbre d'enseignants du secondaire sur la grille ordinaire}} - 1 \right) \times \$3,085$$

La subvention par élève du secondaire est calculée selon la formule suivante :



## MATRICE RELATIVE AU TRAITEMENT DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS

Qualifications et expérience	D	C	B	A1	A2	A3	A4
0	0,5790	0,5788	0,5788	0,6229	0,6487	0,7081	0,7449
1	0,6130	0,6127	0,6127	0,6540	0,6864	0,7502	0,7926
2	0,6330	0,6332	0,6332	0,6989	0,7318	0,7969	0,8432
3	0,6520	0,6523	0,6523	0,7416	0,7743	0,8442	0,8925
4	0,7150	0,7149	0,7149	0,7814	0,8158	0,8953	0,9443
5	0,7700	0,7698	0,7698	0,8234	0,8606	0,9435	0,9975
6	0,8230	0,8225	0,8225	0,8655	0,9042	0,9866	1,0473
7	0,8690	0,8694	0,8694	0,9073	0,9472	1,0363	1,0997
8	0,8900	0,8900	0,8900	0,9485	0,9876	1,0860	1,1512
9	0,9150	0,9154	0,9154	1,0025	1,0411	1,1534	1,2026
10	0,9670	0,9667	0,9667	1,0451	1,0989	1,2136	1,2949

Source : Formulaire A des données, 31 janvier 1998, et Formulaire A, 31 janvier 1998, fournis à la Commission des relations de travail en éducation.

La matrice relative au traitement prévoit un repère de 50 975 \$ pour les salaires du personnel enseignant et exclut les conseillères et conseillers pédagogiques ainsi que la composante administrative des fonctions des directrices et directeurs d'école et des directrices et directeurs adjoints. Ces éléments doivent donc être exclus de la grille ordinaire du conseil pour le calcul du volet de la subvention relatif aux qualifications et à l'expérience.

La distribution des enseignantes et enseignants en date du 31 octobre 2000 doit servir au calcul de ce volet de la subvention pour 2000-2001. Si la catégorie de qualification à laquelle appartient une enseignante ou un enseignant est changée après le 31 octobre 2000 et que le changement, aux fins de l'établissement des salaires, est rétroactif à octobre 2000 ou à une date antérieure, la nouvelle catégorie de qualifications sera utilisée pour le calcul.

Pour déterminer le montant attribué à un conseil pour les qualifications et l'expérience du personnel enseignant, on calculera le nombre d'années d'expérience des enseignants en arrondissant au chiffre entier le plus proche les années d'expérience comportant des fractions.

## Aide spéciale au titre de la charge moyenne de crédits par élève

Cette composante de la subvention pour la rémunération du personnel enseignant affecte des fonds au palier secondaire lorsque la charge moyenne des élèves du palier secondaire dépasse 7,2 crédits par élève. L'aide spéciale est fournie à l'égard de charges moyennes pouvant aller jusqu'à 7,5 crédits par élève.

Cette aide spéciale est calculée comme suit :

{Nombre moyen de crédits de palier secondaire par élève pour le conseil pendant l'année scolaire 1999-2000 (jusqu'à concurrence de 7,5) - 7,2} / 7,2	X	2 874 \$ pour les titulaires de classe et le temps de préparation	X	EQM de jour des écoles secondaires pour 2000-2001 (excluant les élèves de 21 ans et plus)
--	---	---	---	---

Aux fins du calcul du nombre moyen de crédits par élève du palier secondaire, on comptera un équivalent de 8 crédits pour un élève d'un programme secondaire d'éducation de l'enfance en difficulté inscrit à temps plein dans des programmes ne donnant pas droit à des crédits.

## 7. SUBVENTION POUR L'APPRENTISSAGE DURANT LES PREMIÈRES ANNÉES D'ÉTUDES

Cette subvention fournit à tous les conseils scolaires un niveau équitable de ressources pour appuyer l'apprentissage des élèves jusqu'à la 3<sup>e</sup> année.

Les montants compris dans cette affectation ont été redressés pour tenir compte de l'augmentation de 1,95 % des repères établis pour les salaires et les avantages sociaux.

Les fonds versés sont établis de la même façon pour les élèves inscrits en maternelle que pour les autres élèves, au moyen de la subvention de base, des subventions à des fins particulières et des subventions pour les installations destinées aux élèves. Le financement pour les élèves de maternelle se fonde sur 0,5 élève à plein temps ou l'équivalent.

Les conseils qui n'offrent pas de programme de maternelle recevront une subvention pour l'apprentissage durant les premières années d'études de 619 \$ par élève selon l'effectif du jardin d'enfants à la 3<sup>e</sup> année. La subvention pour l'apprentissage durant les premières années d'études a été établie à un niveau équivalant au financement moyen qu'un conseil recevrait s'il offrait la maternelle.

En règle générale, les conseils qui offrent la maternelle ne pourront demander la subvention pour l'apprentissage durant les premières années d'études. Cependant, dans certains cas, les conseils qui offrent la maternelle sur une partie seulement de leur territoire pourront demander la subvention pour le reste du territoire. Le ministère a établi la formule suivante pour aider les conseils qui veulent appuyer l'apprentissage durant les premières années d'études de la façon qui répond le mieux aux besoins locaux :

Subvention pour l'apprentissage durant les premières années d'études =

619 \$      x      EQM du conseil (Jardin d'enfant à 3 <sup>e</sup> année)	-	EQM de maternelle      x      affectation par élève de l'élémentaire en 2000-2001
---	---	---

L'affectation par élève de palier élémentaire du conseil pour 2000-2001 comprend ce qui suit :

- les affectations au titre de la subvention de base;
- les subventions à des fins particulières, à l'exclusion de la subvention pour l'apprentissage durant les premières années d'études; de la subvention pour l'éducation des adultes, la formation continue et les

programmes de cours d'été; de la composante de formation de base en langue et en calcul de la subvention pour les programmes d'aide à l'apprentissage; de la subvention pour le français langue seconde pour les programmes de base et les programmes intensifs;

- les subventions pour les installations destinées aux élèves, à l'exclusion des montants alloués au service de la dette, à la réfection des écoles et aux nouvelles places.

Aux fins du calcul de cette subvention, les élèves de maternelle et de jardin d'enfants inscrits dans un programme combiné seront comptés comme des élèves à mi-temps.

## 8. SUBVENTION POUR LE TRANSPORT DES ÉLÈVES

La subvention pour le transport des élèves est versée aux conseils scolaires pour leur permettre d'assumer les coûts du transport des élèves, y compris les élèves ayant des besoins particuliers, entre leur domicile et l'école ou entre écoles.

Avec l'aide du comité sur le transport établi en 1998 en vue d'examiner le mode de financement du transport des élèves, le ministère a entrepris d'élaborer une formule dans laquelle la technologie sera un facteur important pour calculer les subventions pour le transport des élèves à l'avenir.

Le ministère encourage les conseils scolaires à améliorer l'efficacité de leurs services de transport en offrant ces services en collaboration avec d'autres conseils et en mettant en œuvre les autres pratiques efficaces recommandées par le comité sur le transport.

La subvention pour le transport des élèves d'un conseil scolaire de district pour 2000-2001 comprendra les deux composantes suivantes :

### Subvention excluant le transport des élèves des écoles provinciales

Affectation de 1999-2000 pour le transport moins les dépenses en 1999-2000 pour le transport des élèves des écoles provinciales

X

EQM de jour du conseil, 2000-2001  
EQM de jour du conseil, 1999-2000

L'EQM de jour des écoles pour 2000-2001 comprend les élèves de la maternelle au CPO du conseil, à l'exclusion des élèves de 21 ans et plus. L'EQM de jour des écoles pour 1999-2000 comprend les élèves de la maternelle au CPO du conseil, à l'exclusion des élèves de 21 ans et plus.

### Subvention pour le transport des élèves des écoles provinciales

Cette subvention sera accordée en fonction des dépenses du conseil en 2000-2001 qui sont approuvées par le ministre pour le transport des élèves des écoles provinciales.

Veuillez noter que la subvention pour le transport est également accordée pour les programmes de formation de base en langue et en calcul dispensés en été, dans le cadre de la subvention pour les programmes d'aide à l'apprentissage.



## **9. SUBVENTION POUR L'ADMINISTRATION ET LA GESTION DES CONSEILS SCOLAIRES**

Cette subvention à des fins particulières finance les frais d'administration et de gestion, y compris les frais de fonctionnement des bureaux des conseils et de leurs installations. Cette subvention vise à financer les frais de personnel et les dépenses des conseils, y compris celles qui sont reliées aux agentes et agents de supervision et à leur personnel de secrétariat.

Le financement comprendra trois volets :

### **1) Conseillères et conseillers scolaires**

Cette subvention fondée sur le nombre de conseillères et conseillers vise à financer les honoraires, dépenses, frais de réunion et frais de perfectionnement des conseillères et conseillers (p. ex., conférences). Les frais d'adhésion et les frais de secrétariat des conseillères et conseillers, le cas échéant, doivent être financés à même l'enveloppe réservée à l'administration du conseil.

Les montants suivants seront versés :

5 000 \$	par conseillère ou conseiller (y compris la présidente ou le président) pour les honoraires
5 000 \$	par conseillère ou conseiller (y compris la présidente ou le président) pour les frais de déplacement, les dépenses, le perfectionnement professionnel et les autres coûts
10 000 \$	par conseil pour les honoraires additionnels de la présidente ou du président et de la présidente adjointe ou du président adjoint
5 000 \$	par conseil pour les frais de déplacement et les dépenses (mais pas les honoraires) des représentantes et représentants des élèves

### **2) Directrices et directeurs de l'éducation; agentes et agents de supervision**

La subvention prévoit le financement d'une directrice ou d'un directeur de l'éducation par conseil et d'un certain nombre d'agentes et d'agents de supervision en fonction de l'effectif du conseil. La subvention vise à financer les salaires et les avantages sociaux de ce personnel, en tenant compte des coûts administratifs plus élevés que doivent assumer les conseils d'après les circonstances reflétées dans leur subvention aux conseils scolaires éloignés et ruraux, subvention pour les programmes d'aide à l'apprentissage et subvention pour les nouvelles places.

Cette affectation a été redressée pour tenir compte de l'augmentation de 1,95 % du repère établi pour les salaires et les avantages sociaux.



La subvention pour 2000-2001 a également été modifiée par rapport à 1999-2000, comme l'indique le tableau suivant, afin de fournir des fonds additionnels aux petits conseils scolaires.

Directrices et directeurs de l'éducation; agentes et agents de supervision		
	1999-2000	2000-2001
Montant de base	200 000 \$	418 000 \$
Montant par élève pour les 10 000 premiers élèves	23 \$	11 \$
Montant par élève pour les 10 000 élèves suivants	23 \$	16 \$
Montant par élève pour les 5 000 élèves suivants	23 \$	21 \$
Montant par élève pour le reste des élèves	21 \$	21 \$
% de la subvention aux conseils scolaires ruraux et éloignés	2 %	2 %
% de la subvention pour programmes d'aide à l'apprentissage	0,5 %	0,5 %
% de la subvention pour les nouvelles places	1 %	1 %

### 3) Frais d'administration des conseils

Ce volet finance les fonctions administratives des conseils et les frais de fonctionnement et d'entretien de leurs bureaux et installations. Tout comme le volet visant les directrices et directeurs de l'éducation et les agentes et agents de supervision, il est établi en tenant compte des coûts administratifs plus élevés que doivent assumer certains conseils et vise à couvrir les dépenses et les frais relatifs au personnel de soutien de la directrice ou du directeur, des agentes et agents de supervision et, s'il y a lieu, des conseillères et conseillers.

Cette affectation a été redressée pour tenir compte de l'augmentation de 1,95 % du repère établi pour les salaires et les avantages sociaux.

Les montants suivants seront versés :

Composante des frais d'administration des conseils

	<b>2000-2001</b>
Montant de base	80 940 \$
Montant par élève	176 \$
% de la subvention aux conseils scolaires ruraux et éloignés	11 %
% de la subvention pour programmes d'aide à l'apprentissage	0,5 %
% de la subvention pour les nouvelles places	1 %

Aux fins du calcul de la subvention, l'effectif représente l'EQM de jour du conseil (de la maternelle au CPO, à l'exclusion des élèves de 21 ans et plus).

# SUBVENTIONS POUR LES INSTALLATIONS DESTINÉES AUX ÉLÈVES

La subvention pour les installations destinées aux élèves comprend trois volets :

- la subvention pour le fonctionnement des écoles,
- la subvention pour la réfection des écoles,
- la subvention pour les nouvelles places.

La subvention pour la fonctionnement des écoles finance les frais de fonctionnement (c.-à-d. chauffage, éclairage, entretien et nettoyage) des écoles. La subvention pour la réfection des écoles vise à financer la réparation et la rénovation des écoles. Enfin, la subvention pour les nouvelles places permet aux conseils scolaires de construire de nouvelles écoles ou des annexes s'ils ont démontré qu'ils utilisent pleinement leurs édifices scolaires et qu'ils ne peuvent accueillir d'effectif supplémentaire à moins de disposer de nouveaux locaux. Ces subventions sont calculées de la façon suivante.

<i>Subvention totale pour les installations destinées aux élèves</i>	=	<i>Subvention pour les nouvelles places</i>	+	<i>Subvention pour la réfection des écoles</i>	+	<i>Subvention pour le fonctionnement des écoles</i>
--	---	---	---	--	---	---

<i>Subvention pour les nouvelles places</i>	=	Effectif excédentaire	X	Superficie repère requise par élève	X	Coût repère pour la construction de nouvelles écoles par $\text{pi}^2$	X	Facteur de redressement géographique
---	---	-----------------------	---	-------------------------------------	---	--	---	--------------------------------------

<i>Subvention pour la réfection des écoles</i>	=	Effectif	X	Superficie repère requise par élève	X	Facteur de superficie supplémentaire	X	Coût repère pour la réfection des écoles par $\text{pi}^2$
Plus								
Subvention complémentaire pour la réfection des écoles*								

<i>Subvention pour le fonctionnement des écoles</i>	=	Effectif	X	Superficie repère requise par élève	X	Facteur de superficie supplémentaire	X	Coût repère pour le fonctionnement des écoles par $\text{pi}^2$
Plus								
Subvention complémentaire pour le fonctionnement des écoles*								

\* La subvention complémentaire s'adresse exclusivement aux écoles qui offrent un programme des écoles ordinaires de jour (excluant les écoles de jour pour les adultes) et qui n'occupent pas entièrement tous les locaux.

Les facteurs servant à déterminer la subvention pour les installations destinées aux élèves sont décrits ci-dessous :

### **Effectif**

**Effectif à l'élémentaire :** Effectif quotidien moyen de jour des élèves de la maternelle, du jardin d'enfants et de la 1<sup>re</sup> à la 8<sup>e</sup> année

**Effectif au secondaire :** Effectif quotidien moyen de jour des élèves de la 9<sup>e</sup> année au CPO, à l'exclusion des élèves de 21 ans et plus

**Effectif adulte\* :** Effectif quotidien moyen de jour des élèves de 21 ans et plus, plus l'effectif quotidien moyen de jour des élèves des cours de formation continue ouvrant droit à un crédit (à l'exclusion des élèves inscrits à des programmes d'études indépendantes par correspondance, mais incluant les élèves inscrits à des programmes d'été)

- \* S'applique seulement au calcul des subventions pour le fonctionnement des écoles et des subventions pour la réfection des écoles.

### **Repères**

**Superficie requise par élève - élémentaire :** 100 pieds carrés

Espace pour l'enseignement et les activités auxiliaires suffisant pour assurer l'exécution efficace des programmes d'études élémentaires conformément aux limites imposées à l'effectif moyen des classes en vertu de la *Loi sur l'éducation* et permettre la tenue de programmes d'éducation de l'enfance en difficulté, d'apprentissage et de langues (p. ex., ALS).

**Superficie requise par élève - secondaire :** 130 pieds carrés

Espace pour l'enseignement et les activités auxiliaires suffisant pour assurer l'exécution efficace des programmes d'études secondaires conformément aux limites imposées à l'effectif moyen des classes en vertu de la *Loi sur l'éducation* et permettre la tenue de programmes d'éducation de l'enfance en difficulté, d'apprentissage et de langues (p. ex., ALS).

## **Superficie requise par élève - adulte : 100 pieds carrés**

Superficie inférieure à celle qui est prévue pour le palier secondaire, car moins d'espace est nécessaire pour l'éducation d'élèves ayant des besoins particuliers.

## **Frais de fonctionnement : 5,20 \$ le pied carré**

Ce montant reflète les dépenses médianes au pied carré au titre de la conciergerie et de l'entretien.

**Frais de réfection :** moyenne pondérée de 0,64 \$ le pied carré et de 0,96 \$ le pied carré pour les écoles de moins de 20 ans respectivement.

**Frais de construction - élémentaire :** 11,00 \$ le pied carré (coût estimatif de 117 \$ le pied carré, y compris les droits et taxes, pour la construction de nouvelles écoles élémentaires, l'ameublement et l'équipement, amorti sur 25 ans).

**Frais de construction - secondaire :** 12,00 \$ le pied carré (coût estimatif de 126 \$ le pied carré, y compris les droits et taxes, pour la construction de nouvelles écoles secondaires, l'ameublement et l'équipement, amorti sur 25 ans).

## **Facteur de redressement géographique**

Un facteur de redressement géographique s'applique à la subvention pour les nouvelles places afin de tenir compte de la variation des frais de construction dans la province. Il se fonde sur le volet distance de la subvention aux conseils scolaires ruraux et éloignés.

La subvention pour la réfection des écoles et la subvention pour le fonctionnement des écoles ne font pas l'objet d'un redressement géographique distinct. Le modèle de financement comprend un certain nombre de subventions à des fins particulières pour tenir compte des situations inhabituelles dans lesquelles se trouvent certains conseils. La subvention aux petites écoles, la subvention aux conseils scolaires ruraux et éloignés et la subvention pour l'apprentissage durant les premières années d'études sont calculées compte tenu des coûts de conciergerie et d'entretien.

## **Facteur de superficie supplémentaire**

Un facteur d'ajustement sera appliqué au calcul de la subvention pour le fonctionnement des écoles et de la subvention pour la réfection des écoles. Ce facteur

reconnaît les caractéristiques techniques uniques aux écoles des conseils, par exemple, les corridors larges, les ateliers de grande dimension et l'espace des amphithéâtres, ainsi que le besoin d'espace additionnel occasionné par les programmes d'aide spéciale.

Le facteur est basé sur l'information compilée dans le Système d'inventaire des installations scolaires. D'autres facteurs qui reflètent la superficie par place sont calculés pour les écoles élémentaires et secondaires.

### **Subvention complémentaire pour refléter un rajustement de 20 pour 100 des niveaux de capacité**

Une subvention complémentaire est également fournie aux conseils pour le fonctionnement et la réfection des écoles qui ne fonctionnent pas à pleine capacité. Cette subvention est calculée pour chaque école qui offre un programme des écoles ordinaires de jour (à l'exclusion des écoles de jour pour les adultes). Cette subvention complémentaire, qui ne doit pas dépasser le montant des recettes provenant de l'effectif scolaire égal à 20 pour 100 de la capacité de l'école, augmente les recettes totales pour le fonctionnement et la réfection des écoles jusqu'à concurrence du montant que l'école obtiendrait si elle fonctionnait à pleine capacité.

### **Transfert d'écoles entre les conseils scolaires**

Le règlement prévoit des dispositions relatives aux écoles transférées d'un conseil à un autre, afin de favoriser une meilleure utilisation des installations scolaires existantes. Pourvu que le conseil ait obtenu une approbation préalable de la ministre, la capacité d'une école transférée sera établie selon le plus petit de ces deux chiffres : l'effectif (EQM) réel et la capacité évaluée de l'installation. Les transferts doivent répondre aux critères suivants :

- le transfert est conforme au plan à long terme du conseil pour l'aménagement des locaux;
- le transfert est à l'avantage des élèves des deux conseils (p. ex., amélioration des installations; réduction du temps de transport);
- le transfert résulte en une meilleure utilisation des biens publics;
- le transfert réduit la nécessité pour les conseils de construire de nouvelles installations scolaires sur leur territoire.

Cette capacité «flottante», qui ne s'applique qu'au calcul de la subvention pour de nouvelles places, restera en vigueur jusqu'à ce que le niveau des effectifs de l'école atteigne la capacité évaluée de l'installation, après quoi, ce sera la capacité évaluée de l'installation qui servira au calcul des subventions du conseil.



## **Plafond de 20 millions de dollars**

Pour assurer une transition ordonnée au modèle de financement axé sur les besoins des élèves, alors que, partout dans la province, les conseils commençaient à faire face aux nombreuses questions qui se faisaient pressantes en matière de locaux, la subvention pour les nouvelles places avait été plafonnée à 20 millions de dollars pour chacun des conseils, à titre provisoire. Le règlement comprend des dispositions prévoyant l'élimination de ce plafonnement. Plus précisément, le plafond sera éliminé si un conseil peut démontrer qu'il a commencé les travaux de construction pour des projets d'au moins 200 millions de dollars depuis la mise en oeuvre du modèle de financement axé sur les besoins des élèves, en se servant du volet du rapport sur les nouvelles installations scolaires du cadre de responsabilité de la subvention pour les installations destinées aux élèves. Si la cible de 200 millions de dollars a été atteinte avant le début d'une année scolaire, le plafond sera éliminé pour cette année scolaire (par exemple, si la cible est atteinte avant le 1<sup>er</sup> septembre 2000, le plafond sera éliminé pour l'année scolaire 2000-2001). La somme qui a été retenue pour les conseils touchés par le plafond de 20 millions de dollars leur sera versée sur une période de 25 ans qui débute durant l'année scolaire au cours de laquelle le plafond est éliminé.

## **Engagements d'immobilisations non réalisés**

En janvier 1997, le ministre de l'Éducation et de la Formation a annoncé un programme d'immobilisations de 650 millions de dollars pour les exercices 1997-1998 et 1998-1999. En 1999-2000, les engagements d'immobilisations non réalisés découlant de ce programme ont été convertis en places pour les élèves, de sorte que les montants dus aux conseils puissent être payés selon les mêmes modalités que la subvention pour les nouvelles places. Le règlement comprend des dispositions permettant aux conseils de recevoir des versements annuels qui représenteront le coût de financement de la subvention non réalisée sur une période de vingt-cinq ans.

## **Service de la dette**

Comme le précise le budget de l'Ontario du 5 mai 1998, la province fournira un financement pour permettre aux conseils scolaires d'assumer les frais de service de la dette relative aux immobilisations pour les trois années suivantes (1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001). Par la suite, les conseils scolaires devront assumer les frais de service de la dette relative aux immobilisations, dont ils pourront tenir compte dans le calcul annuel du montant auquel ils ont droit dans le cadre de la subvention pour les installations destinées aux élèves.

Cette dette comprend celle liée aux immobilisations (c'est-à-dire débentures, emprunts à long terme et immobilisations non financées en permanence) contractée par les conseils avant le 31 décembre 1996 et celle contractée pour des projets

d'immobilisations jusqu'au 14 mai 1998. Tout engagement pris après le 14 mai 1998 pour des projets qui n'ont pas été approuvés par le ministère ou par la Commission d'amélioration de l'éducation sera l'entière responsabilité des conseils scolaires.

Un comité formé de représentants des conseils scolaires et du ministère a recueilli l'information sur la dette liée aux immobilisations pour chaque conseil scolaire et utilisera cette information pour émettre des recommandations concernant le financement du service de la dette.

## **INSTAURATION PROGRESSIVE DU FINANCEMENT AXÉ SUR LES BESOINS DES ÉLÈVES**

Le modèle de financement axé sur les besoins des élèves a été mis en oeuvre en 1998-1999, et son implantation se fait graduellement, de façon à ce que les recettes des conseils scolaires ne diminuent pas de plus de 4 % de 1999-2000 à 2000-2001 pour des raisons reliées au nouveau modèle de financement.

Les recettes des conseils ne diminueront pas de plus de 4 %, selon un calcul effectué soit sur la base des dépenses totales de fonctionnement ou des dépenses totales par élève.

Si les recettes d'un conseil diminuent de 4 % ou plus, le montant de l'affectation aux fins des subventions du conseil fera l'objet d'un redressement (souvent appelé redressement positif). Les conseils recevront donc une somme additionnelle pour porter leurs recettes au seuil de 4 %.

En 2000-2001, les mesures d'instauration progressive s'appliquant aux conseils dont les recettes de fonctionnement augmentent de plus de 4 % (souvent appelé redressement négatif) sont retranchées du modèle de financement. Les conseils ne seront pas assujettis à une limite de l'augmentation de leurs recettes par rapport à l'année précédente.

En 2000-2001, le redressement positif peut s'appliquer à toutes les recettes. Cependant, les changements dans les recettes d'immobilisations n'entrent pas dans le calcul. Le recouvrement des épargnes découlant de l'exonération temporaire des cotisations du REEMO est appliqué après le calcul du redressement dû à l'instauration progressive du modèle de financement.

## **Établissement du redressement dû à l'instauration progressive du modèle de financement**

Les recettes de fonctionnement pour 1999-2000 aux fins du calcul du redressement dû à l'instauration progressive du modèle de financement sont :

les subventions totales de 1999-2000;

moins les subventions pour les nouvelles places, la réfection des écoles, le service de la dette et les engagements d'immobilisations passés;

plus le redressement pour instauration progressive et le financement garanti.

Les recettes de fonctionnement pour 2000-2001 aux fins du calcul du redressement dû à l'instauration progressive du modèle de financement sont :

les subventions totales de 2000-2001 avant le redressement pour instauration progressive et le recouvrement des épargnes relatives au REEMO;

moins les subventions pour les nouvelles places, la réfection des écoles, le service de la dette et les engagements d'immobilisations passés.

### **Modification des recettes de fonctionnement**

$$\text{Modification des recettes de fonctionnement} = \frac{\text{Recettes de fonctionnement pour 2000 - 01}}{\text{Recettes de fonctionnement pour 1999 - 00}}$$

$$\begin{array}{lcl} \text{Modification des} & \text{Modification des recettes} & \\ \text{recettes de fonctionnement} & \text{de fonctionnement} & \times \frac{\text{EQM de 1999 - 00}}{\text{EQM de 2000 - 01}} \end{array} =$$

EQM de 2000-2001 : EQM de jour, en 2000-2001, des écoles comprenant les élèves du conseil des jardins d'enfants à la 12<sup>e</sup> année ou au CPO, à l'exclusion des élèves de 21 ans et plus.

EQM de 1999-2000 : EQM de jour, en 1999-2000, des écoles comprenant les élèves du conseil des jardins d'enfants à la 12<sup>e</sup> année ou au CPO, à l'exclusion des élèves de 21 ans et plus.

(Les élèves des conseils ne comprennent pas les titulaires de visa d'étudiant, les élèves autochtones et les élèves de l'extérieur de la province).

## Calcul du redressement dû à l'instauration progressive du modèle de financement

Si la modification des recettes de fonctionnement ou la modification redressée des recettes de fonctionnement d'un conseil est inférieure à 0,96, l'affectation de ce conseil pour 2000-2001 sera majorée du plus élevé des deux montants suivants :

$$\text{a) } (0,96 - \text{modification des recettes de fonct. du conseil}) \times \text{recettes de fonct. de 1999-2000}$$

ou

$$\text{b) } (0,96 - \text{modification redressée des recettes de fonct. du conseil}) \times \text{recettes de fonct. de 1999-2000}$$

## EFFECTIF

Pour l'exercice couvrant la période de septembre à août, le calcul de l'effectif quotidien moyen (EQM) sera fondé sur deux dates de compte de l'exercice des conseils : le 31 octobre et le 31 mars. Le nombre d'élèves à plein temps ou l'équivalent qui sont inscrits dans les écoles d'un conseil sera établi à 0,5 pour chacune de ces dates.

Les élèves du jardin d'enfants et de la maternelle comptent à mi-temps dans le calcul de l'EQM pour 2000-2001, sauf pour les programmes combinés de maternelle et de jardin d'enfants. Le règlement sur l'EQM a été modifié pour 2000-2001 pour permettre des programmes combinés de maternelle et de jardin d'enfants, dans lesquels les élèves de maternelle sont considérés comme étant inscrits à un programme de 600 minutes par semaine et les élèves de jardin d'enfants à un programme de 900 minutes par semaine (sauf pour le calcul de la subvention pour l'apprentissage durant les premières années d'études).

Pour les programmes de formation continue et les programmes de cours d'été, l'EQM sera calculé d'après les mêmes paramètres que l'année précédente (à l'exception des paramètres relatifs aux cours d'études indépendantes par correspondance, qui ont été harmonisés avec les autres programmes de formation continue).



## **DROITS DE SCOLARITÉ**

Les conseils doivent continuer d'exiger des droits de scolarité pour les élèves non résidents titulaires d'un visa, les élèves autochtones et les élèves provenant de l'extérieur de la province.

Les conseils peuvent décider du montant des droits qu'ils exigeront des élèves titulaires d'un visa pour les programmes ordinaires de jour, la formation continue et les programmes de cours d'été.

Les dispositions en vigueur concernant les droits de scolarité des élèves dont les parents ou tuteurs habitent sur un terrain exempt d'impôt seront maintenues à 40 \$ par mois par famille.

## **PRODUCTION DE RAPPORTS ET RESPONSABILITÉS**

Avec la publication du règlement sur les subventions en mars 2000, le ministère a établi l'échéancier suivant pour le dépôt de rapports financiers :

30 juin	Les conseils remettent leur budget des dépenses de 2000-2001 à la province.
30 novembre	Les conseils remettent à la province leurs états financiers pour 1999-2000.
30 novembre	Les conseils remettent leurs budgets des dépenses révisés de 2000-2001 à la province.

## RÉPARTITION DES RESSOURCES

Les conseils scolaires demeureront responsables d'établir leur propre budget. Le nouveau modèle de financement de l'Ontario tient compte du fait que les conseils scolaires doivent avoir la souplesse nécessaire pour répartir leurs ressources en égard à leurs besoins. Cependant, il y aura certaines restrictions (dans seulement quatre grands domaines) concernant l'usage de certains volets du financement. Ces restrictions, décrites ci-dessous, concernent la répartition des ressources entre les dépenses dans la salle de classe et les dépenses hors de la salle de classe, l'éducation de l'enfance en difficulté, les nouvelles places et la réfection des écoles ainsi que l'administration et la gestion des conseils scolaires.

### **1. Les fonds affectés à la salle de classe ne peuvent être utilisés pour les dépenses hors de la salle de classe.**

Les conseils scolaires sont appelés à accorder la priorité aux élèves et au personnel enseignant dans la salle de classe, et à réaliser des économies hors de la salle de classe. Pour appuyer cet objectif, les fonds affectés aux dépenses hors de la salle de classe peuvent être utilisés pour les dépenses en classe, mais non l'inverse.

Cependant, la province n'oblige pas les conseils à affecter des fonds précis à certaines composantes dans la salle de classe et hors de la salle de classe, sauf exceptions aux points 3 et 4 ci-dessous. Il revient aux conseils de veiller à répartir le plus efficacement possible les fonds entre ces composantes, en tenant compte de la situation locale.

Si un conseil scolaire ne dépense pas la totalité de son affectation de 2000-2001 destinée à la salle de classe, il doit placer l'excédent dans un fonds de réserve pour les dépenses en classe. L'établissement d'un tel fonds de réserve pour les dépenses en classe constitue une nouvelle exigence pour les conseils scolaires.

### **2. L'allocation au titre de l'éducation de l'enfance en difficulté établit le montant minimum que chaque conseil doit consacrer à l'éducation de l'enfance en difficulté.**

L'allocation au titre de l'éducation de l'enfance en difficulté est protégée. Les types de dépenses pouvant être payées à même cette somme ainsi que la liste des coûts approuvés par le ministère s'appliqueront à l'année scolaire 2000-2001. Les conseils peuvent cependant consacrer plus de fonds à cette composante. Les conseils sont tenus de verser dans un fonds de réserve spécial la partie de l'allocation au titre de l'éducation de l'enfance en difficulté qui n'aura pas été dépensée.

**3. Les affectations au titre des nouvelles places et de la réfection des écoles établissent les montants minimums que chaque conseil doit consacrer à ces composantes.**

Cette restriction vise à s'assurer que les conseils sont en mesure de consacrer leurs ressources à l'aménagement et à la réfection d'installations sûres et fonctionnelles propices à l'apprentissage des élèves.

Les conseils disposent d'une grande marge de manoeuvre pour atteindre cet objectif. Ils peuvent effectuer des rénovations importantes, remplacer ou louer des installations, construire des annexes ou conclure des ententes de partenariat. Les sommes provenant de ces deux subventions qui n'auront pas été dépensées au cours de l'année scolaire formeront une réserve qui pourra servir uniquement à ces fins dans l'avenir, car le niveau de financement prévu est essentiel pour assurer l'intégrité matérielle et la sécurité des bâtiments scolaires.

**4. L'affectation au titre de l'administration et de la gestion des conseils scolaires établit le montant maximum que chaque conseil peut consacrer à ces fonctions.**

Les conseils qui ne pouvaient atteindre les niveaux de dépenses établis en 1998-1999 devaient remettre au ministère un plan énonçant comment ils comptent assurer leur conformité avant l'année 2000-2001. En 2000-2001, les conseils seront tenus de se conformer à cette disposition.

Les conseils pourront répartir les fonds à leur gré parmi les trois composantes de l'affectation au titre de l'administration et de la gestion des conseils dans la mesure où ils respectent les plafonds de rémunération des conseillères et conseillers scolaires établis dans la *Loi sur l'éducation*.

Ce modèle n'est pas conçu pour préciser toutes les dépenses des conseils. Il revient à ces derniers, comme toujours, d'établir leurs engagements budgétaires détaillés dans le contexte de la *Loi sur l'éducation* et des notes de service et règlements pertinents.

## **SUBVENTIONS POUR 2000-2001**

Les subventions pour 2000-2001 seront calculées en déduisant des affectations établies dans les différentes sections du présent document les recettes fiscales pour 2000-2001. Ces recettes fiscales représenteront 38 % des impôts de 2000 et 62 % des impôts de 2001, plus les impôts supplémentaires de 2000 moins les montants déductibles de 2000.

Pour les conseils qui desservent un territoire non érigé en municipalité, le ministère permettra à ces conseils de déduire des recettes tirées de l'impôt foncier les faits réels engagés pour l'élection des conseillers et conseillères scolaires qui se tiendra en 2000. Les conseils seront libres de se joindre à d'autres conseils ou à des municipalités adjacentes pour tenir des élections de manière efficiente.

En cas de grève ou de retrait de service pendant l'année scolaire 2000-2001, les subventions seront redressées pour tenir compte des économies nettes réalisées en conséquence.

Les subventions de 2000-2001 seront redressées pour tenir compte des épargnes découlant de l'exonération temporaire des cotisations du RREMO. Dans les formulaires de prévisions budgétaires qui seront publiés bientôt, le ministère demandera aux conseils des renseignements pour préciser le montant des épargnes découlant de l'exonération temporaire des cotisations au RREMO. Le ministère recouvrera ces épargnes au moyen d'une réduction des affectations accordées à chaque conseil dans le cadre du financement axé sur les besoins des élèves.